

Rédaction-Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Télex : PRENO A 211 628 F. Edité par la SPN (Société de presse nouvelle). Directeur de publication : Alain Bobbio. Numéro de commission paritaire : 46 722.

Imprimé par : Rotographie.

Riccobono (pour le Sud-Est).

Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest)

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR • Luxembourg : 15 F • Italie : 300 L • Grèce : 22 DR
• Suisse : 1 FS • Portugal : 15 ESC
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1,80 F

AUX 24 HEURES DU MANS :

La Porsche rit

LIRE EN PAGE 5

A trois jours des élections en Espagne

LE PREMIER MINISTRE SUAREZ DESCEND DANS L'ARENE

Les sondages donnent le PSOE à égalité avec le Centre démocratique de Suarez

Lire en page 3

A REIMS

Le travail reprend aujourd'hui aux Verreries Mécaniques Champenoises

La reprise sera complète, aujourd'hui, dans les ateliers de Verreries mécaniques champenoises.

Depuis plusieurs jours déjà, la direction de l'entreprise avait pris toutes les mesures nécessaires pour que la production ne souffre plus aucun retard.

Dès mercredi, des piquets de sécurité « renforcés » avaient pris leur poste pour

préparer les fours pendant que tous les bureaux se mettaient au travail pour assurer au plus vite la paye. Reprise donc, étalée dans le temps, négociée au plus près par les responsables de la section CGT. Reprise qui laisse en chemin les 5 % et le paiement des heures de grève.

Suite en page 7

En solidarité avec les travailleurs et les oppositionnels polonais

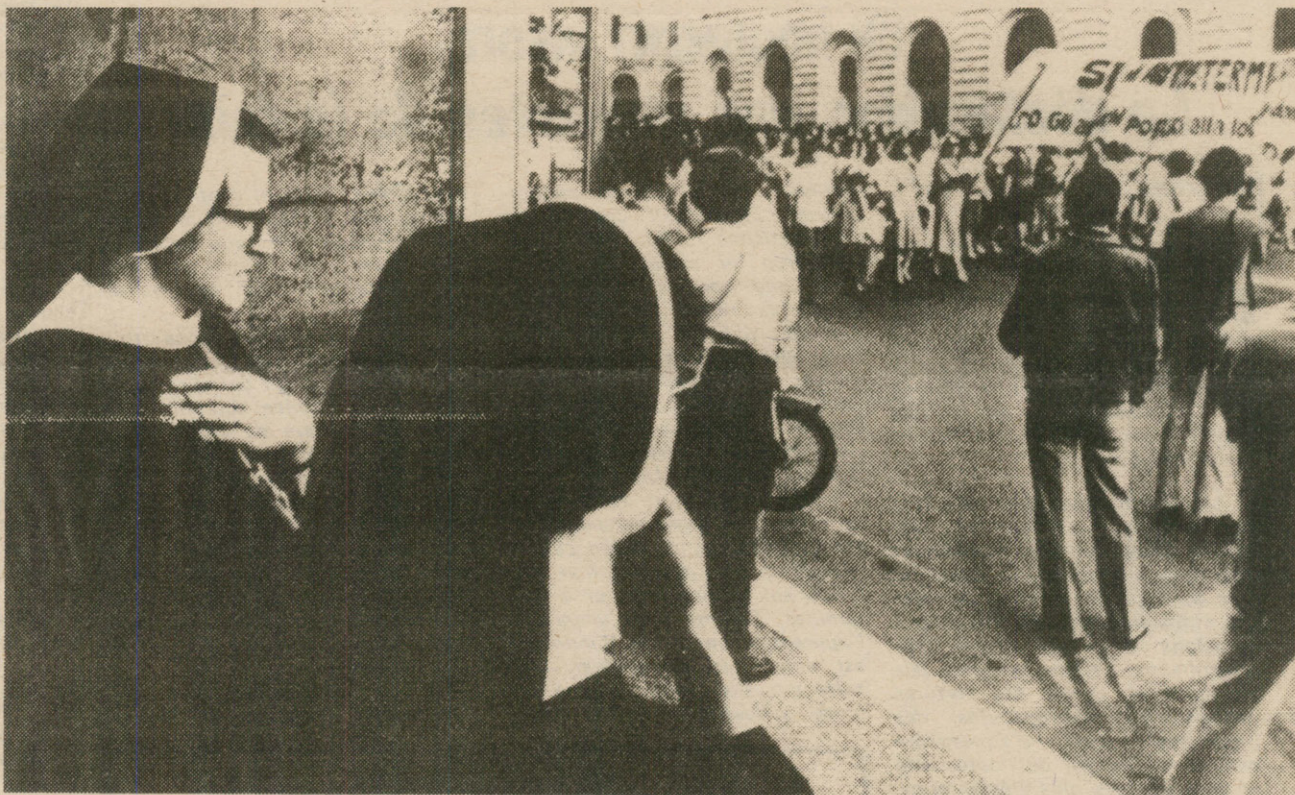
MANIFESTATION MARDI A 18 H 30 A PARIS, METRO CONVENTION

soutenue par la LCR, l'OCT, le PSU et l'UCF

UN DOCUMENT INEDIT

La déclaration des grévistes de la faim de Varsovie

Lire en page 2



• Ce n'est pas le diable, mais pire encore, que ces deux bonnes sœurs romaines regardent ainsi passer avec effroi : les dizaines de milliers de femmes qui se sont rassemblées, vendredi soir, à Rome, pour protester contre le vote du Sénat qui rejetait la loi libéralisant l'avortement.

Brandissant des bouquets de persil — « anti-septique » traditionnellement utilisé par les « avorteuses » clandestines — les féministes venues de toute l'Italie voulaient symboliser la situation dramatique dans laquelle le vote obscurantiste du Sénat les a rejetées.

A quelques jours de l'anniversaire des massacres de Soweto

Vingt dirigeants étudiants sont arrêtés en Afrique du Sud

Dans quelques jours, le 16 juin, les étudiants et les travailleurs de Soweto, banlieue noire de Johannesburg, célébreront dans le recueillement le premier anniversaire de la révolte qui fit de nombreux morts, l'an dernier. Les étudiants ont distribué des tracts dans toute la ville demandant aux travailleurs de ne pas se rendre au travail, ce jour-là. Le gouvernement a immédiatement réagi : samedi, Sechaba Montisitsi, dirigeant du conseil

représentatif des étudiants de Soweto a été arrêté. Immédiatement, la tension montait à Soweto et les forces de sécurité arrêtaient hier vingt autres membres de la direction du conseil représentatif.

D'autre part, les employeurs blancs ont lancé de sévères avertissements aux travailleurs noirs. Les personnes absentes de leur travail ce jour-là seront privées de leurs salaires ou seront licenciées.

Lire en page 2

Sensible renforcement du comité central du RPR

Louison Bobet et Philippe Clay font partie, depuis hier, du comité central du RPR. Ça va faire du bruit dans les journaux, Mme Michu. Pas autant que pour Sardou quand il a tourné sa veste parce que la leur, ils l'ont toujours portée du même côté.

Grotesque non ? Jusqu'où vont-ils aller pour se faire de la pub. Qui ça, Bobet et Philippe Clay ? Mais non, le RPR. Bobet, après la bicyclette, faisait, comme on dit, dans la thalassothérapie. L'affaire a coulé.

Clay, de son côté, c'était un Sardou avant

l'heure. Vous vous rappelez « Mes universités », y en a eu d'autres, mais on ne peut pas se rappeler de tout. Ringard et réac tout le répertoire. Le public ayant ses limites, pft... On en a plus entendu parler.

Alors Bobet, délégué aux Sports ou aux PME ; et Clay, à la Culture ou à la Propagande ?

Même pas. Leur place les attend, celle qu'on remarque, qui fait dire ah, tiens, vous avez ça, quand on rentre dans un intérieur bourgeois, oui là, sur la cheminée, vos deux potiches.

ATTENTATS CONTRE LE PC A MELUN

Dans la nuit de samedi à dimanche, des engins incendiaires ont été lancés contre les locaux du PCF à Melun, faisant des dégâts matériels. La fédération départementale de Seine-et-Marne, ainsi que la section locale de Melun-Nord étaient visées.

Ces attentats font suite au meurtre de Reims, à l'attentat contre Loisir-Vacances-Jeunesse et à celui contre l'imprimerie de Rouge. Notons d'ailleurs que Melun a vu récemment ses murs se couvrir de slogans signés du PFN et que c'est de Melun qu'a été envoyé le colis piégé à Rouge.

Les protestations indignées, les débrayages de cinq minutes ne suffisent pas à empêcher les fascistes de nuire, c'est l'autodéfense des luttes, des meetings, des locaux qui est à l'ordre du jour.

Kiffer, député réformateur de Moselle, vient d'accorder une interview à Initiative, le torchon du PFN, l'organisation dont des militants sont en taule pour le rapt d'Hazan.

Certes, un député, ce n'est pas la bourgeoisie choisissant l'affrontement physique contre le mouvement ouvrier, mais on ne peut nier que certains secteurs de la bourgeoisie préparent 1978.

Le mouvement ouvrier ne peut se contenter de prendre le deuil et de protester contre les attentats, il doit se donner les moyens de défendre ses militants et ses organisations.

René Voyou

POLOGNE

Contre la répression

MANIF DEMAIN A 18H30 AU METRO CONVENTION

La répression qui s'est abattue sur les opposants polonais, membres ou sympathisants du Comité de défense des ouvriers (KOR) est la plus dure attaque contre l'opposition depuis 1968. Cette année restera tristement célèbre par l'écrasement du mouvement étudiant et la campagne antisémite du style de celles qui ont marqué le régime tsariste...

Aujourd'hui, la presse polonaise renouvelle des attaques antisémites contre les opposants et tente d'accréditer la thèse selon laquelle les opposants seraient des espions à la solde de la CIA ou, au mieux, des naïfs coupés de la réalité qui seraient manœuvrés par la réaction occidentale.

La bassesse et l'ignominie de ces attaques n'est que le signe de la faiblesse de la bureaucratie. Celle-ci ne peut mettre à son compte que la faillite économique et l'échec de la politique de la terreur qui a suivi les événements de juin 1976. Cette terreur, loin de casser l'opposition, n'a fait que la renforcer, ouvrant les yeux (et les bouches!) de ceux qui avaient encore des illusions sur ce « socialisme développé »-là.

Les récentes arrestations ont soulevé des protestations dans tout le pays. Pour la première fois

en Pologne, des opposants ont entamé une grève de la faim publique, forme d'action directement inspirée de la lutte des militants antifranquistes.

Face à cette répression sans précédent — et rappelons-le, cinq des grévistes de juin 1976 et huit intellectuels opposants sont emprisonnés — le mouvement ouvrier de par le monde a riposté en affirmant sa solidarité avec les réprimés. En Italie, les syndicats CGIL-FIOM et FLM ont pris position. Mais, en France, le mouvement ouvrier est resté singulièrement muet.

Est-ce que cela voudrait dire que les déclarations répétées des dirigeants du PS et du PCF sur la liberté ne seraient que des banalités sans fondement? Nous ne demandons pas mieux que de croire le contraire.

Seule l'extrême gauche a répondu à l'appel du Comité de solidarité avec les travailleurs polonais pour manifester demain, mardi 14 juin à 18 h 30 à Paris, de Convention à Pasteur. La LCR est partie prenante de cette manifestation aux côtés du PSU, de l'OCT et de l'UCF notamment. Le mouvement ouvrier a des responsabilités face à l'opposition dans les pays de l'Est, prenons-les. Tous demain à la manifestation!

Sacha Blumkine

UN DOCUMENT INEDIT

La déclaration des grévistes de la faim

Varsovie, le 25 mai 1977

Aujourd'hui, onze mois se sont écoulés depuis le moment où la société polonaise, mise devant une décision arbitraire et injuste d'augmentation des prix, a été secouée par une vague de manifestations et protestations massives. L'attitude des manifestants s'est avérée payante. Les autorités ont annulé l'augmentation.

Cependant, tout de suite après, de nombreux participants des protestations ont été lourdement réprimés. A la place du dialogue tant annoncé, on a essayé de créer une atmosphère de peur. Nous nous rappelons des très nombreuses arrestations, des licenciements, des violences et même des tortures pendant les interrogatoires, des procès menés dans une atmosphère contraire à l'esprit de l'objectivité et de justice les plus élémentaires, des campagnes de falsification et de calomnies; nous nous rappelons enfin des violences et des menaces de mort envers les gens qui ont pris la défense des personnes injustement réprimées.

La défense des victimes des événements de juin fut le fait des personnes venant de divers milieux et de toute la Pologne. Les autorités ont reçu des appels portant des milliers de signatures. Une aide aux

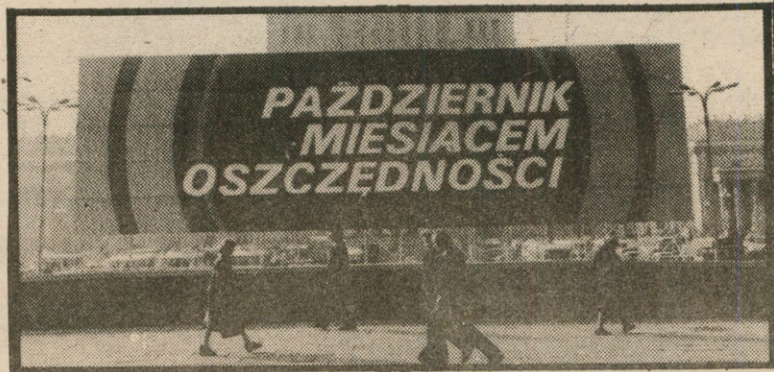
réprimés fut organisée spontanément. Le respect des libertés démocratiques les plus élémentaires fut exigé. Ces actions n'ont pas apporté les résultats escomptés; de nombreuses personnes sont toujours sans travail, et cinq ouvriers sont encore emprisonnés. Il s'agit de Czeslaw Chomiczki, de Wieslaw Skrzypek et Zygmunt Zdrowski, de Radom, ainsi que de Marek Majewski et Adam Zukowski, d'Ursus.

De plus, au cours des dernières semaines, plusieurs personnes ont été arrêtées, parmi celles qui ont montré le plus d'abnégation dans l'aide aux emprisonnés et à leurs familles. Comme nous venons de l'apprendre, un procès d'innocents est encore en préparation. Dans cette situation, mûs par une profonde solidarité avec les empi-

espagnoles, luttant contre la dictature, pour la liberté et la démocratie, jusqu'à ceux qui, opprimés pour leurs idées, dans différents pays, entament aussi ce type de protestation.

Nous nous solidarisons tout particulièrement avec les victimes des répressions, qui ont entamé, le 25 mai de l'année courante, une grève de la faim de protestation. Cette forme de protestation et d'appel à la lutte nous semble la forme la mieux appropriée pour attirer l'attention sur le danger et le caractère profondément amoral de la violation et du non-respect de la dignité humaine, du droit et de la liberté, non-respect qui touche la nation dans toutes les formes de son existence.

Nous demandons à T. Mazowiecki (rédacteur en chef du



Sur les murs de Varsovie, l'an passé, une affiche de la banque nationale PKO: « Octobre est le mois des économies »...

sonés, nous soussignés, demandons encore une fois la libération de toutes les victimes des répressions qui ont suivi juin 1976, et de tous ceux qui ont pris leur défense. Devant le manque d'effet des précédents appels et devant la gravité de la situation, nous lions à notre appel une grève de la faim publique de sept jours. Pour les croyants, celle-ci sera une forme de prière, pour nous tous, elle sera un appel à la société et au pouvoir.

Consciemment, nous choisissons la grève de la faim en tant que forme de lutte pour le droit et la justice, lutte pour la dignité, lutte contre l'oppression, lutte sans utilisation de la force et de la violence. Dans une telle lutte, nous avons beaucoup de prédécesseurs, de Mahatma Gandhi, en passant par le pasteur Martin Luther King, jusqu'aux militants qui, par les grèves de la faim dans les églises

mensuel catholique de gauche (Wież - le Lien - ndlt.), d'être notre porte-parole, et nous transmettons cette déclaration par ses soins au conseil d'Etat de la République populaire de Pologne, à l'épiscopat, au Comité de défense des travailleurs et à l'opinion publique.

B. Blajfer, L. Chomiczka, D. Chomiczka, B. Cywinski, J. Geresz, A. Hauke-Lowinski, le père Paulin, B. Torunczyk, H. Wujec. Varsovie, église de St-Martin, le 25 mai 1977.

Ont rejoint la grève de la faim et signé cette déclaration, le 25 mai au soir: E. Kloc et O. Szechter; le 26 mai: J. Szczesna

Note de la rédaction: après que cette déclaration fut rendue publique, deux ouvriers, dont les noms nous sont pas connus, et le poète S. Baranczak, ont rejoint la grève de la faim.

TIMOR ORIENTAL

Le gouvernement indonésien veut acheter des armes à la France

Timor oriental. Un petit pays de 19 000 km², occupé depuis un an et demi par les forces indonésiennes. Une résistance généralement ignorée de la grande presse internationale, bien qu'elle ne se développe que grâce aux durs sacrifices d'une population de moins d'un million d'habitants. Une guerre, enfin, qui ne cesse de s'enliser et qui s'affirme maintenant, avec celle qui ensanglante la Thaïlande, comme une des plus amples de la région. C'était pour aider à faire connaître cette situation et ce combat que l'Association de solidarité avec Timor oriental tenait, jeudi dernier, une réunion d'information.

La participation d'un membre du Fretilin, l'organisation de la résistance timoraise, permettait de faire le point des progrès enregistrés depuis l'entrée des troupes indonésiennes, en décembre 1975, et des mesures sociales prises pour assurer l'élargissement du combat. C'était aussi l'occasion de souligner l'enjeu international du conflit: l'île de Timor contrôle certains des principaux détroits du Sud-Est asiatique qui permettent aux sous-marins américains de passer de l'océan Indien au Pacifique, de la base US de Diego Garcia à celle de Guam. C'est là l'une des raisons qui expliquent le soutien apporté par Washington à Djakarta, à la veille de l'invasion indonésienne.

Cette invasion devait permettre l'écrasement rapide de toute résistance, la destruction du Fretilin. Elle aura en cela échoué. Néanmoins, les pertes civiles ont été très lourdes entre 10 et 15% de la population auraient péri selon une enquête menée par un ancien consul australien.

Les premiers contacts engagés par le Fretilin avec divers mouvements et organisations de la région sont de ce point de vue particulièrement importants. Une rébellion secoue la partie occidentale de l'île de Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Irian Jaya, sous domination indonésienne. Le Fretilin a rencontré à plusieurs reprises des représentants

du « Gouvernement révolutionnaire de Papouasie-Nouvelle-Guinée occidentale ». Un problème subsiste, celui de l'orientation politique d'ensemble de ce mouvement.

Le Fretilin est fortement marqué par l'histoire des anciennes guérillas des colonies portugaises en Afrique. Il est en contact avec l'expérience de la gauche et de l'extrême gauche au Portugal. Il est de ce point de vue nettement plus politique que son homologue papou dont la représentation extérieure siège au Sénégal de Senghor.

Autre précision importante: un millier d'hommes tient le maquis du côté occidental de la frontière qui divise l'île de Timor entre les anciennes colonies portugaises et hollandaises. Ce maquis, situé en territoire indonésien, agit en coordination avec le Fretilin.

Malgré l'extrême affaiblissement subi par le Parti communiste indonésien après les massacres de 1965, il garde apparemment quelques noyaux dans les principales îles de l'archipel indonésien. Si l'ensemble des Etats ouvriers d'Asie apporte un soutien actif — essentiellement diplomatique et politique — au Fretilin, l'attitude de l'URSS reste réservée.

La réunion tenue par l'Association de solidarité fut l'occasion de soulever une question d'importance pour les militants français. Les généraux de Djakarta sont à la recherche de nouvelles armes. Ils doivent faire face à des difficultés politiques à Washington. La Hollande leur a refusé des contrats. La rumeur veut qu'il se soient maintenant tournés vers ce marchand de canons bien connu qu'est la France. Pour obtenir notamment des hélicoptères Alouettes, à destination de Timor. Si tel était le cas, il faudrait tout faire pour lever le secret des négociations et alerter l'opinion publique.

Oscar Détour

Pour plus d'information sur Timor oriental et le Fretilin, voir le livre de Marcel Roger: *Timor, hier la colonisation portugaise, aujourd'hui la résistance à l'agression indonésienne* (édition l'Harmattan, 1977).

IRLANDE DU NORD

LES BRITANNIQUES ANNONCENT UNE INTENSIFICATION DE LA REPRESSION

Des flics anglais en «stage» en France

Après l'exécution par l'IRA, il y a quinze jours, d'un capitaine de régiment d'élite antiguérilla SAS, et la semaine dernière de trois policiers RUC (Royal Ulster Constabulary), Roy Mason, le secrétaire d'Etat travailliste en Irlande du Nord, vient d'annoncer des nouvelles mesures de répression contre la résistance.

Ces mesures comprendraient une introduction plus grande de « forces clandestines de répression », comprendre de nouveaux escadrons SAS qui, opérant en civil, se sont rendus coupables de nombreux assassinats de civils, en particulier en 1976. « Une intervention basée sur une plus grande utilisation du travail de renseignements » devrait assurer la victoire de l'armée anglaise sur la résistance en 1977!

En réalité, l'introduction de forces irrégulières a pour but de favoriser l'« ulstérisation » de la guerre, comme le montre le pendant de

cette offensive: la mise sur pied d'un nouveau régiment UDR (Ulster Defense Regiment) de 700 hommes, de la communauté loyaliste, pour aider puis remplacer le cas échéant l'armée anglaise.

Les peines de prison pour appartenance à une « organisation illégale » seront considérablement plus lourdes.

Dans leur lutte contre le « terrorisme », les Anglais font feu de tout bois. Comme le prouve la présence à Paris, pour un stage, d'avril à juin, d'un dirigeant de la police protestante RUC, pour un « stage de formation » avec la police française... Certes, on ne sait pas si ce policier est venu faire part de son expérience de Belfast aux flics français, ou s'il a besoin de conseils techniques, vu l'incapacité de la RUC à détruire la résistance irlandaise.

Ruari O'Conaire

LISTY

Edition française

Le n° 4 de l'édition française de l'organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque: *Listy*, est disponible à la librairie Rouge. Au sommaire notamment:

- Z. Mlynar: Lettre à la Fédération syndicale mondiale;
- Un chartiste: Naissance et évolution de la Charte 77;
- J. Muller: Lettre au PC anglais;
- Le document n° 4 de la Charte 77;
- Les thèses d'« Informacni Materialy » (organe de l'opposition socialiste révolutionnaire tchécoslovaque qui regroupe les marxistes-révolutionnaires originaires de ce pays).

Prix: 5 F.

ETAT ESPAGNOL

Inquiet de la poussée du PSOE

Suarez descend dans

l'arène

A trois jours de la fin officielle de la campagne électorale en Espagne, le Premier ministre Adolfo Suarez, préoccupé par la baisse imprévue des intentions de vote en faveur de l'Union du centre démocratique, a décidé de se lancer personnellement dans la campagne.

Contrairement aux promesses qu'il avait faites en début de campagne de se tenir à l'écart des joutes électorales, Adolfo Suarez participe, depuis samedi, directement à la campagne.

Dans la nuit de vendredi à samedi, une campagne d'affichage sans précédent a été réalisée. Plusieurs milliers de colleurs d'affiches grassement rétribués ont passé leur nuit à couvrir les murs de la capitale de portraits du Premier ministre, l'air plus play-boy avantageux que jamais, agrémentés des seuls mots : « Voter centre, c'est voter Suarez. »

Moi ou le chaos

Alors que le quotidien de Barcelone, la Vanguardia, publiait un sondage donnant à égalité le centre démocratique et le PSUC (PC catalan), le Premier ministre décidait de tenir un



Quand Adolfo « hot boggey » Suarez...

meeting impromptu dans la capitale catalane.

Par le biais de l'agence Cifra, le Premier ministre espagnol faisait diffuser une interview « électorale » où il prend la première fois partie sur une série de questions clés et tente

de dramatiser au maximum le climat des derniers jours de cette campagne. Sur un ton presque gaullien, Adolfo Suarez joue la carte du « moi ou le chaos ». A la surprise générale, il a évoqué la possibilité de sa démission au cas où le score électoral de sa formation serait insuffisant. D'après les institutions espagnoles, le Premier ministre, nommé pour cinq ans, n'est pas tenu de démissionner même si sa formation est minoritaire au Parlement.

Toujours dans cette interview, Adolfo Suarez met en avant son principal atout électoral, la mise en œuvre par son gouvernement du processus d'ouverture démocratique. Sans vergogne, il explique que « l'amnistie a rendu la liberté à presque tous les prisonniers politiques », expliquant : « Si elle n'a pas été plus rapide, c'est qu'elle a dû suivre le rythme de la réforme démocratique. » Ce qui est pour le moins récrire l'histoire des dernières campagnes pro-amnistie d'Euskadi et de la grève générale qui a succédé aux six assassinats...



... imite à la perfection le style de l'Actor's Studio...

Plus inattendu, pour la première fois, le leader du Centre démocratique se prononce en faveur de l'autonomie des nationalités galicienne, basque, catalane. Il se prononce aussi pour que la Constitution qui sera élaborée par les prochaines Cortes, le soit par « l'ensemble des partis politiques ». C'était l'une des conditions mises par le secrétaire général du PSOE, Felipe Gonzales, pour une éventuelle participation socialiste au gouvernement post-électoral.



... pour fumer le tabac gris des Canaries.

Adolfo Suarez, qui est tout de même à la tête des affaires depuis presque un an, explique sans sourcilier que le processus démocratique devra continuer après les élections et que toutes les libertés individuelles devront être garanties pleinement. Suarez termine cette interview en agitant l'épouvantail du « triomphe d'une option marxiste aux prochaines élections, option qui ferait perdre confiance aux investisseurs ».

Adolfo Suarez va clore ce forcing des derniers jours par une allocution télévisée qui sera diffusée à l'heure de la plus grande écoute, lundi soir.

PAYS BAS

Après l'assaut donné au train de Glimmen

« UN CRIME DU GOUVERNEMENT »

• 6 Moluquois et 2 otages tués

C'est à 4 h 55, samedi matin, que les fusiliers marins néerlandais ont donné l'assaut au train de Glimmen où 55 voyageurs étaient détenus en otage depuis trois semaines par un commando de Sud-Moluquois. L'attaque a duré cinq minutes. Six avions à réaction Starfighters ont survolé le train en rase motte, lâchant des bombes fumigènes pour impressionner le commando. Les fusiliers marins ont concentré leurs tirs sur le poste de conduite du train où étaient barricadés les membres du commando. Ils ont fait sauter à l'explosif les portes du train pour en faire sortir les otages. A cinq heures, l'opération était terminée. Six Moluquois ont été tués ainsi que deux otages. Sept otages, deux soldats et un Sud-Moluquois étaient blessés.

A l'école de Bovensmilde, l'intervention des fusiliers marins n'a pas entraîné de victimes, le commando ayant été surpris dans son sommeil par les soldats.

La tension montait depuis vendredi soir, après l'échec des négociations entre le gouvernement et le commando. Le médiateur, chargé des négociations, mettait en garde le gouvernement contre la tentation d'attaquer le train. « Nous sommes allés vers le train les mains absolument vides », expliquait le médiateur, le gouvernement néerlandais n'ayant fait aucune proposition acceptable par le commando. Devant l'attitude intransigeante du gouvernement qui réclamait la libération des otages et la reddition du commando, l'échec des négociations était inévitable : « Nous ne pouvions pas laisser partir à l'étranger sans encourager de nouvelles épreuves de force », a déclaré Joop Den Uyl, le Premier ministre hollandais.

La solution de force qu'a choisie le gouvernement hollandais ne manquera pourtant pas d'aggraver les tensions entre la communauté sud-moluquoise (voir Rouge du 28 mai) et la population hollandaise. Cette dernière, dans sa majorité, semble approuver l'attitude du Premier ministre. Ce qui peut lui être utile dans les négociations actuelles pour former un nouveau gouvernement. Le Premier ministre socialiste Den Uyl et le ministre de la Justice, catholique, n'ont-ils pas constaté « la grande solidarité » qui avait réuni les membres de la coalition gouvernementale sortante au cours de ces événements. De là à pen-

ser que la décision de donner l'assaut n'était pas dépourvue de toute arrière pensée politique...

Il en va différemment pour la communauté sud-moluquoise en Hollande. « Le gouvernement porte la responsabilité complète des conséquences de la lâche attaque déclenchée contre l'école de Bovensmilde et le train de Groningue », déclare un communiqué de la « Jeunesse sud-moluquoise libre ». « L'assaut au train est un crime du gouvernement néerlandais », affirment les jeunes Sud-Moluquois. « Le sang n'aurait pas coulé si les autorités avaient consenti à faire un geste politique en faveur des aspirations autonomistes des Sud-moluquois. »

Evoquant la détérioration des rapports entre la communauté moluquoise et hollandaise, ils n'ont pas exclu que l'on assiste par la suite à une « escalade de la violence aux Pays-Bas ».

Samedi, le drapeau sud-moluquois était hissé dans le quartier de Bovensmilde « en l'honneur de nos combattants tués et en signe que la lutte se poursuit ». Le dispositif des forces de police a été renforcé dans les quartiers moluquois et les autorités hollandaises craignant de violentes manifestations des jeunes Sud-Moluquois. Par ailleurs, le gouvernement a décidé d'interdire les exercices d'entraînement paramilitaire des Sud-Moluquois vivant en Hollande.

Frédéric Carlier

LE QUOTIDIEN « DIARIO 16 » SAISI !

Le quotidien espagnol *Diario 16* (libéral) a été saisi samedi dans toute l'Espagne à la suite de la publication d'une série d'articles biographiques sur le secrétaire de l'Alliance populaire (néofranquiste), Manuel Fraga Iribarne. Cette saisie a été opérée à la demande de ce dernier. Dans ces articles, Fraga était présenté comme un politicien « dictatorial, fascisant et impulsif ». L'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Arias Navarro était représenté dans un montage photographique entre Hitler et Mussolini avec une légende précisant : « J'ai toujours été un homme du centre. »

Fraga, comme ministre de l'Intérieur a été responsable du massacre de Vitoria de mars 1976 et de la provocation anticarliste de Montejurra.

Cette saisie est la première application du décret-loi « anti-libello » (antipamphlet) adopté par le gouvernement en avril dernier.

AFRIQUE DU SUD

Les étudiants de Soweto appellent à un deuil national

Des tracts appelant les travailleurs noirs à un jour de fête et de deuil national le 16 juin, signés par le Conseil représentatif des étudiants de Soweto (SSRC), ont été distribués depuis le 10 juin à Johannesburg et dans les grandes cités noires. Ces tracts appellent notamment la population de Soweto à cesser toute distraction entre le 13 et le 19 juin, en souvenir des événements de l'an passé. Ils demandent aux employeurs blancs de prendre leurs dispositions afin que leur personnel puisse participer aux prières du 16 juin qui sera le « Jour des étudiants ».

CONTRE LE REGIME RACISTE

Meeting-film-débat, mardi 14 juin à 20 h 30, 72, rue Félix-Faure, Paris XIV^e, appelé par le groupe des XIV^e et XV^e arrondissements de la campagne anti-Outspan.

Afin d'assurer un soutien permanent à la lutte des populations noires d'Afrique du Sud, le groupe local du XIV^e-XV^e de la CAO organise, le mardi 14 juin, à 20 h 30, un meeting-débat sur l'Afrique du Sud.

Le groupe XIV^e-XV^e qui organisera sur les quartiers le boycott des oranges Outspan a déjà envoyé une lettre aux organisations politiques et syndicales des deux arrondissements pour leur demander leur appui. Avec leur aide et celle de leurs militants, le groupe local veut organiser l'information auprès des salariés, et en particulier ceux qui travaillent dans les entreprises in-

vestissant actuellement en Afrique du Sud : Thomson SCF, Matra, ITT-CGTCT... dont les filiales existent dans l'arrondissement.

Le groupe XIV^e-XV^e appelle également au meeting du 16 juin à la Mutualité organisé par le collectif des vingt-six organisations contre l'apartheid, avec le soutien de la CAO.

Les groupes locaux parisiens appelleront d'ailleurs durant le meeting à prolonger cette première initiative en rejoignant leurs rangs dans un souci de soutien permanent, large et unitaire.

LA PISTE NOIRE MADRID-ROME

L'organisation Ordine Nuovo avait organisé l'assassinat du juge Occorsio

Le juge instructeur de Florence chargé de l'enquête sur l'assassinat du juge Occorsio, tué le 10 juillet dernier Rome, a conclu que l'organisation néofasciste italienne Ordine Nuovo, qui avait alors son centre opérationnel à Madrid, a organisé et exécuté ce crime. Elle voulait par là « accomplir une action fracassante pour prouver que Ordine Nuovo existait encore et était capable d'agir comme il devait et le voulait ».

L'assassinat du juge a été organisé de Madrid par le noyau dirigeant d'Ordine Nuovo qui y était réfugié : Clemente Graziani, Salvatore Francia, Elio Massagrande, Eliodoro Pomar, Marco Pozan. C'est Concutelli, fasciste récemment arrêté en Italie, qui a exécuté l'assassinat, assisté par deux Sud-Américains. Concutelli avait également transporté l'arme du crime retrouvée dans l'appartement où il fut arrêté : il s'agit d'un pistolet mitrailleur M 10, du même modèle que ceux fabriqués dans l'appartement - usine d'armes de Madrid, dans lequel les néofascistes italiens furent arrêtés par la police espagnole, il y a quelques mois.

Le juge florentin a lancé un mandat d'arrêt contre les six néofascistes. Mais il sera difficile d'en trouver une série d'entre eux. En effet, Pomar et Massagrande (par ailleurs mouillés dans l'affaire du coup d'Etat du prince Borghese actuellement en procès à Rome) ont été remis en liberté provisoire par la police espagnole ; Salvatore Francia, arrêté au Maroc, a également été libéré ; quant à Graziani, il est dans la nature.

Concutelli est, lui, en prison en Italie. Marco Pozan, enfin, a récemment été extradé d'Espagne en Italie afin d'être présenté devant le tribunal de Catanzaro où se déroule le procès pour les bombes de la place Fontana (décembre 1969). Mais il ne pourra pas être interrogé pour l'affaire Occorsio car les autorités espagnoles ne l'ont extradé que pour le procès de Catanzaro. Il faudra donc faire une nouvelle demande d'extradition.



Les responsabilités de l'armée dans l'accident du Taillefer

Vous voulez des preuves ? En voilà !

• La commission d'enquête civile de Grenoble publie le dossier.



Denis Patricio, une des trois victimes de l'avalanche du Taillefer (avril 1976) avec Bernard Bridet et Joël Cattelin.

Le 7 avril 1976, trois soldats du 6^e BCA meurent dans une avalanche dans le massif du Taillefer, le comité de soldats dénonce l'insécurité, les responsabilités de la hiérarchie militaire, la « fatalité » qui s'appelle armée et appellent à la constitution d'une commission d'enquête civile sur cet accident.

Une semaine après, le 15 avril 1976, un camion se renverse faisant un mort et deux blessés graves parmi des appelés du 6^e BCA, la commission d'enquête constituée

après l'accident du Taillefer enquêtera également sur les responsabilités de la hiérarchie militaire dans cet « accident ».

Après un an et demi de travail, la commission d'enquête civile qui regroupe le PS, la CFDT, le syndicat des guides de montagne, femmes en lutte, groupes de lutte antimilitariste FEN, la LCR, d'anciens soldats du 6^e BCA, l'OCT, le PSU, a publié un livre d'une centaine de pages, « Quand les civils dénoncent l'insécurité dans les casernes ». Après une introduction sur les accidents

à l'armée, le livre traite de la vie au 6^e BCA et de l'activité du comité de soldats. Un chapitre est consacré aux témoignages recueillis sur l'accident, puis l'activité du comité de soldats après l'accident, la constitution de la commission d'enquête civile et son travail, ses conclusions ainsi que les prises de position des différentes parties prenantes de la commission.

Pour toute correspondance et pour commander le livre : éditions la Pensée sauvage, BP 11 38 640 Claix.

« L'AJS a un grand avenir devant elle », déclare son secrétaire général

C'était, ce week-end, le V^e Congrès de l'AJS.

« Dans tous les secteurs, l'AJS a gagné une nouvelle génération de combattants. Et cette nouvelle génération a fait preuve d'audace et de détermination, d'une ténacité, d'une fibre révolutionnaire qui font entrevoir le congrès avec optimisme », a déclaré Gérard Bauvert, secrétaire national de l'AJS dans une interview exclusive à Informations ouvrières, hebdo de l'OCI.

Au bilan de l'activité de l'AJS pour ces derniers mois : la campagne menée pour que justice soit rendue à B. Bridet. « Au début, tout le monde a cherché à faire silence », a déclaré G. Bauvert, qui ne lit que très distraitement la presse révolutionnaire en général et Rouge en particulier, sans parler des travaux de la commission d'enquête civile de Grenoble que l'AJS s'est toujours arrangée pour passer sous la table.

« La jeunesse a besoin d'un drapeau ». L'AJS le lui offre. « Les rassemblements et manifestations organisés par l'AJS en ont été une preuve éclatante ». Moins de 1 500 participants : la démonstration était effectivement des plus claires. « On voit que les jeunes, loin d'être une prétendue « nouvelle avant-garde » font preuve d'une grande maturité politique et d'un sûr instinct qui leur permet une grande audace. »

Ce congrès devait donc « mesurer la progression de l'AJS dans tous les domaines, et, de manière résolument optimiste, envisager les prochaines semaines et les prochains mois gros d'événements grandioses ».

« A canon rompu » répond au général Lagarde

Après les déclarations du général Lagarde, le 1^{er} juin dernier, sur la disparition des comités de soldats du fait de la satisfaction des revendications, le comité de soldats du 25^e RA de Thionville A canon rompu, a tenu à répondre dans un communiqué de presse.

« Si les conditions matérielles des soldats se sont légèrement améliorées depuis trois ans, c'est bien grâce à leurs seules luttes et au rapport de forces qu'ils ont su instaurer en s'organisant au sein de comités clandestins... »

« Il existe, à l'heure actuelle, plus de 130 comités autonomes qui se réunissent, se regroupent au sein de coordinations. Les légitimes revendications des soldats n'ont pas

encore été satisfaites et seule la lutte le permettra. »

« Quant aux structures participatives, nous sommes formels : elles n'existent pas. Comment peut-on, en effet, parler de participation alors que les membres des commissions « bidons » sont nommés par l'encadrement et non pas élus ? Alors qu'il n'est pas question d'aborder certains sujets de discussion sous peine de punition ? »

« Les appelés ne peuvent pas s'exprimer librement dans la caserne, ils sont donc obligés de faire clandestinement, c'est pourquoi, il n'y a pas et il n'y aura pas de recul mais progression et renforcement des comités de soldats. »

La vie des comités

Cette semaine, comme en réponse aux propos du général Lagarde qui annonçait la disparition des comités de soldats, nous avons reçu de nombreux bulletins, preuve de la santé et de l'activité des soldats.

Réjouissons-nous tout d'abord de la première apparition publique du comité de l'Ecole d'application du train de Tours qui vient de sortir le n° 1 d'« Un train peut en cacher un autre », avec panorama de la vie des escadrons et la dénonciation du manque de sécurité.

Le comité du 2^e RIMA du Mans a sorti son troisième numéro du « Marsoin libéré » sur les détournements de fonds au foyer et un supplément sur les réponses bidons de la hiérarchie face à cette affaire.

« L'As de carreau », n° 3, bulletin du comité de soldats du 42^e RI de Rastadt, publie un bilan du 1^{er} Mai et un article sur la lutte des engagés.

Le comité de soldats du 5^e RG de Versailles a distribué le onzième numéro du « Sapeur majeur » qui lance un grand concours : « Tout gradé non pris en état d'ébriété pendant une semaine consécutive gagne un abonnement au « Sapeur majeur », et un bilan de l'opération « aspirateur », le brisage de la grève des éboueurs parisiens.

Enfin, le comité du 67^e RI de Soissons publie le n° 5 de « Ras le vase », un article « Tous les ADL sont-ils des crevures ? », sur la lutte de certains engagés pour le droit à la résiliation des contrats.

D'autre part, le comité de soldats du 6^e BCA a publié un communiqué de solidarité avec les victimes des attentats fascistes.

Revue de la presse révolutionnaire après le crime de Reims

A l'exception d'Informations ouvrières, tous les hebdomadaires d'extrême gauche consacrent leurs titres de première page au crime de Reims.

PSU : une indispensable unité

« CFT, SAC et Cie : la stratégie de la tension », annonce Tribune socialiste en « une ». « CFT : dissolution ! », tel est le titre de l'éditorial de Victor Leduc. Après avoir dénoncé le cynisme et l'hypocrisie des hommes du gouvernement et du patronat, Leduc explique la prolifération des bandes armées, leurs liens avec les partis de la majorité. « Il n'y a pas là de quoi faire un mouvement fasciste comme ceux que l'on a connus dans les années trente, mais on y trouve des éléments suffisants pour entretenir un climat de tension ; pour susciter la peur et tenter de retourner une situation politique défavorable à la droite. A mesure qu'on se rapprochera des échéances, il faut s'attendre à ce que la tension s'accroisse, à ce que se multiplient les attentats et les provocations. »

Si la bourgeoisie est prête à tuer pour retarder sa défaite, il est clair qu'elle ne reculera pas devant les moyens au lendemain de la victoire électorale de l'Union de la gauche. « La dissolution de la CFT, de toutes les milices patronales et policières parallèles, des groupes fascistes paramilitaires, s'impose comme une mesure de sécurité et de sauvegarde des libertés syndicales et politiques, comme un moyen de préserver le libre choix et conquêtes de demain. Elle doit donc devenir une exigence sans cesse proclamée par l'ensemble du mouvement

ouvrier et populaire, un objectif sur lequel peut se réaliser sans tarder l'unité d'action de toutes ses forces organisées. »

« Contre les nerfs du capital, les travailleurs doivent se mobiliser », indique, sans plus de précision, Lutte ouvrière sur sa première page. L'éditorial d'Arlette Laguiller, quant à lui, ne traite qu'indirectement du crime de Reims. Il prend pour axe le problème des « querelles dans la majorité » : « La droite musclée prépare l'avenir. »

LO : L'opportunisme de la LCR

On sait que LO n'appellait pas aux manifestations de riposte organisées la semaine dernière par les révolutionnaires. L'imprécision de ces appels à la mobilisation « pas seulement sur le terrain revendicatif » doit donc être mis en perspective avec l'article que Lutte ouvrière consacre au crime de Reims. Cet article expose, sur le fond, les positions de LO face à la manifestation appelée par la LCR, l'OCT, les CCA et le PSU.

Les cinq minutes de grève proposées par les syndicats justifiaient-elles une manifestation des organisations révolutionnaires ? Pour LO, « le problème ne se pose pas au niveau de la forme de la riposte ». Qui plus est : « Il est dérisoire de penser qu'une manifestation dont l'initiative revient à une partie de l'extrême gauche aura plus d'impact qu'une grève qui permet à l'ensemble de la classe ouvrière d'exprimer ses sentiments et qui l'a effectivement permis. » Mais là en fait n'est pas l'essentiel. Le désaccord porte surtout sur les mots d'ordre. Ils confirment bien, pour Lutte ouvrière,

que cette manifestation n'était que « de la surenchère sur la même politique réformiste ».

Appeler à la dissolution de la CFT ? Quoique la LCR s'en défende, c'est au gouvernement qu'elle s'adresse pour la mettre en œuvre. Par ailleurs, la dissolution de la CFT est une vieille revendication de la CGT. « Il est assez stupéfiant de prendre la CFT en général pour une organisation fasciste. » Elle « n'est qu'un syndicat réactionnaire et corporatiste » qui sert « bien des fois de couverture à des nerfs patronaux ». « Il est ridicule de demander la disparition légale de l'étiquette ». C'est, pour être précis, du « crétinisme légal ». La cause est donc entendue : « A notre sens, il n'y a pas de politique plus illusoire que celle qui consiste à allier le radicalisme dans les « actions » à l'opportunisme politique ». De tout cela, la manifestation unitaire de mercredi dernier était un parfait exemple : « Cela ne représente pas la politique la plus responsable de la part d'organisations qui se disent révolutionnaires. »

La vigueur de cette polémique exige évidemment que nous revenions en détail sur cet article de Lutte ouvrière. Nous le ferons dès demain, en reproduisant intégralement cette prise de position étonnante.

« L'Étincelle » : autodéfense ouvrière

« Dissolution des milices patronales », « Autodéfense ouvrière ». L'Étincelle, hebdomadaire de l'OCT, tombe évidemment sous le coup de la vindicte de LO. On peut lire en éditorial : « Un ouvrier est mort et la CGT et

la CFDT redoublent de prudence : une manifestation silencieuse à Reims, cinq minutes de grève et des communiqués qui répètent : sécurité, ordre, calme, sécurité, ordre, calme. Cette prudence des réformistes, qui déjà rêvent de pouvoir, comme elle est méprisante : cinq minutes de grève pour un ouvrier assassiné : c'est pire qu'une aumône (...). Le calme, l'ordre, la patience, cela veut dire à coup sûr l'humiliation et la défaite des ouvriers. De cela nous ne voulons pas. Notre colère, notre douleur réclament vengeance. »

L'OCI : Et Lefebvre ?

Informations ouvrières, hebdomadaire de l'OCI, sous le titre « Comme en Italie », ne consacre à la mort de Pierre Maître qu'un article en

bas de page 2. On y dénonce l'action de la CFT et du SAC, et aussi « ce qui se trame dans l'ombre, par exemple, derrière l'entreprise de l'évêque Lefebvre, où la plus noire réaction regroupe ses forces ». Le front unique réalisé à Reims et qui a permis le défilé de 30 000 travailleurs n'augure pas mal de la suite puisque, de surcroît, la CGT, la CFDT et la FEN ont affirmé qu'on ne pourrait s'en tenir à l'arrestation et à la condamnation des coupables. « Le mouvement ouvrier peut-il laisser la violence réactionnaire s'organiser en France comme elle l'a fait en Italie ? » A ce point d'interrogation, ajoutons en deux autres : que pense l'OCI des cinq minutes de grève proposées par les syndicats ? Qu'a fait l'OCI pour exprimer sa protestation contre le meurtre de Reims ?

J.-F. Vilar

Les dossiers

Dans « Tribune socialiste » : La gauche et l'Etat.
Dans « Lutte ouvrière » : Espagne : les élections.

Dans « L'Étincelle » : Interview d'un paysan révolutionnaire de Basse-Normandie.

Du côté des revues théoriques

« Lutte de classes » (mensuel de Lutte ouvrière). Au sommaire : l'extrême gauche espagnole et le problème de l'appareil d'Etat — Etats-Unis : vers une opposition de gauche dans les syndicats — Une organisation populiste : l'Organisation communiste des travailleurs — La discussion entre Lutte ouvrière et le Secrétariat unifié.

« Mise à jour » (revue de débat des Communistes pour l'autogestion — CCA). Ce premier numéro de la revue des Comités communistes pour l'autogestion est essentiellement consacré aux documents préparatoires à la rencontre nationale des 7 et 8 mai (cf. Rouge des 9 et 13 mai) et au compte rendu de cette rencontre.

Raymond Barre et l'aéronautique au Salon du Bourget LE TOURNANT EUROPEEN

Les principales mesures de « réorganisation du secteur aéronautique », annoncées officiellement par Barre au salon du Bourget, le samedi dernier, constituent un « tournant européen » dans la politique gouvernementale en matière de construction d'avions.

En effet, priorité est donnée aux programmes réalisables au niveau européen, que ce soit la consolidation de l'Airbus avec développement de versions dérivées, ou le lancement, pour les années 1980, d'un nouveau moyen courrier, avec les partenaires d'Airbus-industrie. Par contre, le Mercure, fabriqué par Dassault en collaboration avec la firme américaine Douglas, est délibérément sacrifié.

Ce tournant fait suite à l'échec des négociations bilatérales entre la SNIAS et Boeing, d'une part, à propos du remplacement des caravelles d'Air-France, entre Dassault et Douglas, d'autre part, pour lesquelles les patrons US ont voulu imposer des conditions trop draconiennes aux patrons français. Dès lors, il ne restait plus au gouvernement français que de se replier sur l'Europe pour tenter, dans le cadre d'une harmonisation des politiques aéronautiques, de faire face à la crise.

Dans cette perspective, la prise de participation de l'Etat dans le capital de Dassault signifie simplement la volonté de mieux contrôler la restructuration, avec notamment la création d'une société chargée de gérer l'ensemble des participations publiques à la SNIAS et chez Dassault.

La présidence de ce holding a déjà été confiée à un coordinateur qui « commencera immédiatement sa mission, sans attendre la mise en place des structures juridiques ». Gageons que ce ne sera pas pour revenir sur les 1 550 licenciements prévus à la SNIAS pour l'année 1977. D'autant que, même en assumant un choix industriel européen, les avions français devront être vendus sur un marché contrôlé au deux tiers par les compagnies américaines. Et qu'en l'occurrence, rentabilité et concurrence seront toujours synonymes de restructurations et de compressions d'effectifs. Nous reviendrons plus largement sur ce nouveau plan Barre.

Rassemblement national de l'aéronautique « EN RAISON DU TEMPS... »

26, 27, 28... Le compte n'ira pas plus loin. Ils sont vingt-huit travailleurs et travailleuses, ce vendredi à 13 h, sur l'esplanade des Invalides, à Paris, devant le bâtiment d'Air France. Vingt-huit, pas des dizaines ou une centaine. Non, vingt-huit. Vingt-huit à battre la semelle sur le terre-plein vide, à plaisanter pour passer le temps, à faire connaissance puisque les circonstances le facilitent... Jusqu'à ce qu'à 13 h 30, un nouvel arrivant, assez âgé, un petit peu l'air gêné, se s'étonne : « Comment, vous ne savez pas ? En raison du temps, le lieu du rassemblement a été changé. C'est à la Courneuve, dans un stade. » Au tour d'un travailleur de s'étonner : « Pourquoi, ce matin, à Gennevilliers, on m'a confirmé... » Non, non, c'est à la Courneuve, dans un stade. Quel stade ? On ne sait pas. Et réflexion faite, d'après un nouvel arrivant, c'est dans un centre culturel. « De toutes façons, ajoute-t-il, ce n'est plus la peine d'y aller. Quand vous arri-

Rouge, n° 371, lundi 13 juin 1977, page 5

PARIS 14ème

SUCCEZ DE LA FETE CONTRE LA RADIALE VERGINGETORIX

Samédi et dimanche, le terrain vague de la rue Verdingétorix, avait des allures insolites, le soleil aidant : airs de musique, cris d'enfants... La fête contre la radiale Verdingétorix (cf « Rouge » du 11 juin 1976) a connu un important succès puisque les organisateurs annoncent plus de 5000 visiteurs. Cette affluence, l'intérêt manifeste des habitants et des travailleurs, pour les stands, les jeux, les artistes présents, sont la preuve que l'unité la plus large finit toujours par porter ses fruits.

Le succès de la fête est aussi le résultat de la mobilisation en profondeur dans le XIV^e : associations de locataires, parents d'élèves, Vivre dans le XIV^e, partis politiques (PS, PSU, OCT, LCR...). Seul le PC, persistant dans son attitude sectaire et diviseuse, ignore superbement la fête, jusqu'à distribuer un tract le jour même de la fête contre son aspect peu « mobilisateur » et « irresponsable ».

Pendant deux jours, les habitants et les travailleurs du quartier ont montré, dans les faits, qu'une autre utilisation des terrains était possible : crèche, terrain de jeux, etc... Ce ne sont pas les nombreux enfants du quartier qui nous contrediront !

Dans l'après-midi de dimanche, les travailleurs immigrés des chantiers de Labalette menacés de licenciements et les grévistes du métro devaient venir apporter leur solidarité et trouver un soutien auprès des habitants du quartier.

Les reculades de Chirac (le projet de la radiale doit être « rediscuté » au Conseil de Paris...) et le succès indiscutable de la fête sont deux atouts majeurs pour continuer la lutte : déjà un débat sur le nucléaire le 18 juin, la construction d'une maison pour tous sont prévus.

La fête du XIV^e, par son organisation unitaire et démocratique, a montré la voie pour faire céder les projets de rénovation capitaliste de Chirac.

Correspondant XIV^e



A la fête anti-radiale des 11 et 12 juin...

Ph. R. Canault

AUX 24 HEURES DU MANS

LA PORSCHERIT

La grande fête de l'automobile vient de s'achever par la déroutante de l'industrie française, mise en pièces par les voitures du doteur Porsche. Quelle déception pour tous ceux, jusqu'au PCF, qui voyaient avec satisfaction cette arrivée en force des Alpine-Renault à turbo-compression, chargées de damer le pion aux impudentes machines d'outre-Rhin.

Pourtant Renault et son nouveau directeur de course, Gérard Larousse, n'avaient pas lésiné sur les moyens : « Nous avons en course, cette année, cinq moteurs Renault :

deux Renault-Mirage et trois Renault A 442. Pour gagner Le Mans, le nombre de voitures est un facteur important. » Après cette cuisante défaite, une seule solution pour l'année prochaine : tout multiplier par dix. Ça coûtera ce que

ça coûtera, de toute façon, c'est nous qui payons.

200 000 visiteurs

200 000 personnes, pour la plupart des habitués, ont fait le voyage du Mans, ce week-end. En moyenne, chacun aura dépensé dans les 300 F. Entrée sur le circuit, frites et mer-

guez, auto-collants et casquettes « Jacky lckx », tour de manège, bîre, beaucoup de bière. En tout, un minimum de 6 milliards de francs change de mains, sans qu'on sache exactement la part qui revient à l'Etat, à l'Automobile Club de l'Ouest, aux commerçants manœuvres. Sans compter ce qui est investi sur le circuit lui-même. La Régie refuse de préciser ce que

coûte chacun des bolides qui ne servent qu'une fois, et dont la victoire est destinée à faire vendre plus de voitures. Et quand ils perdent ? En 1966-67-68, Ford avait investi deux milliards d'AF. Ils ont gagné et ne sont plus jamais revenus au Mans.

Le maire sur le circuit

« Le Mans a toujours connu une tradition de labeur et de lutte qui fait que, de temps à autre, on apprécie beaucoup l'atmosphère de fête apportée par la compétition automobile. » Sûrement pas autant que les trusts de ladite automobile ! C'est Robert Jarry, maire communiste du Mans, qui a fait cette déclaration, où il dit aussi qu'il proposera que la municipalité reconduise la subvention de 250 000 francs qu'elle verse annuellement, 250 000 francs, pour une compétition entre des marques qui se disputent le marché, pour une épreuve indécente de gaspillage, c'est gaspiller l'argent des travailleurs manœuvres. Avec Porsche, l'industrie allemande a gagné. Appréhendons les couplets chauvins qui ne vont pas manquer de s'étaler dans toute la presse.

David Freiman

Faites vos comptes

En ces temps d'austérité, les 24 heures du Mans prennent, plus qu'en toute autre période, valeur de symbole. De gâchis, de commerce au premier chef. De démesure également. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Au budget annuel des 24 heures, qui se situe aux alentours du milliards de centimes, viennent s'ajouter les quelque six milliards laissés dans les caisses des organisateurs par les 200 000 visiteurs. Car si l'on veut véritablement « consommer le spectacle », il ne faut pas avoir moins de 300 F en poche.

Mais dans ce contexte d'économie d'énergie imposé par le pouvoir, le scandale éclate plus clairement quand on s'arrête quelques instants sur la consommation d'essence des dizaines de bolides en compétition. Si l'on compte qu'en moyenne, les voitures en présence consomment environ 40 litres au cent kilomètres, parcourent près de 4 000 km en une journée, on peut estimer, compte tenu de l'abandon d'un bon nombre de voitures, que près 600 000 litres d'essence ont été nécessaires au déroulement de ces « 24 heures ». A raison de 2,37 F le litre, cela représente une dépense de l'ordre de 142 millions d'anciens francs. En 24 heures. Pour la gloire. A titre indicatif, cela équivaut au salaire, en une journée de travail, de 19 031 smicards...

NOTES POLITIQUES

Les gaullistes de gauche s'agglutinent

Les républicains de progrès de Charbonnel ont tenu ce week-end leur première convention nationale. Ils sont du dernier bien avec Initiative républicaine et socialiste, de Léo Hamon, avec laquelle ils ont passé un contrat d'association. Tout ça fait le bonheur de Sanguinetti (Antoine) et de ses copains de l'Union des gaullistes de progrès. Trois groupuscules, deux anciens ministres, plus un ex-amiral, ça fait presque une quatrième composante.

Pour bien marquer l'importance décisive de ce regroupement pas encore tout à fait achevé, Gaston Plissonier (PCF), M.-C. Vaillant-Couturier (PCF), Georges Dayan

(PS) et Mattéi (MRG) étaient à la Convention des républicains de progrès pour apporter leurs encouragements.

Le Front progressiste de Gallet boude encore un peu. L'UJP et les démocrates de Jobert se font tirer l'oreille. Mais ne doutons pas que la force d'attraction des vrais gaullistes unis parvienne un jour à les convaincre.

Policiers contre mariage algérien

Plusieurs blessés, dans la nuit de samedi à dimanche, à Lyon, au cours d'une intervention de la police contre le bruit fait par un mariage algérien : les voisins s'étaient plaints, les flics sont venus à une heure du matin et ont

dispersé les invités matraque à la main. C'est pas dans un mariage français qu'on aurait vu ça.

Grièvement blessé dans un commissariat

Yves Michaud, quarante-cinq ans, s'estime victime d'une erreur judiciaire, pénètre vendredi soir dans un commissariat de Béziers, une 22 long rifle à la main, et prend violemment à partie le commissaire et les inspecteurs qui, après avoir vainement tenté de le calmer, l'ont enfermé dans une pièce du commissariat. D'après l'AFP, « d'autres policiers ont alors fait feu en direction du forcené d'une terrasse voisine », le blessant grièvement à la trachée artère.

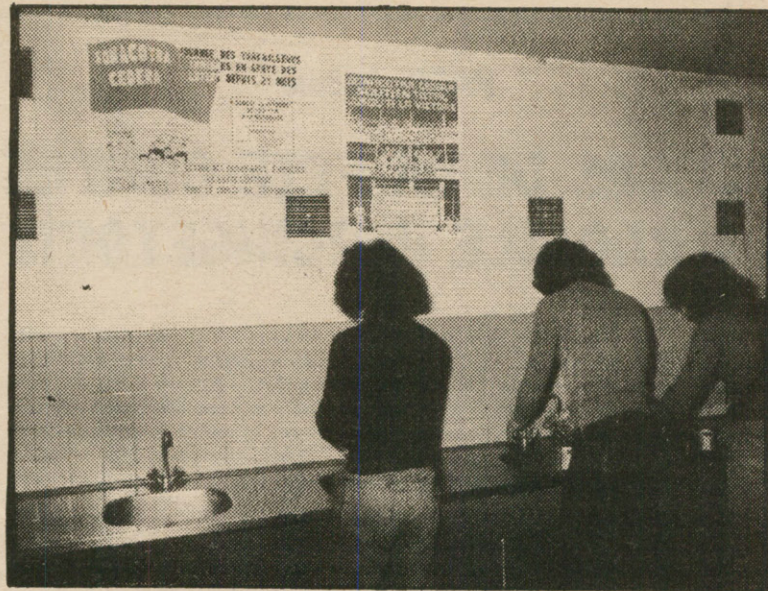
LES SONACOTRA EN FETE

29 mois après, ils tiennent toujours

Au menu : brochettes, couscous, riz sénégalais, spécialités portugaises, gâteaux tunisiens, etc. Côté spectacle : un chanteur espagnol, Carlos Andreu, des chorales dont celle des étudiants turcs, du théâtre avec la troupe algérienne d'Al Assifa ou « Lumumba », une troupe d'acteurs maliens et sénégalais, etc. Dans sa composition même, la fête qu'avait organisée le comité de coordination de la Sonacotra, samedi, à Champigny, reflétait bien le souci des résidents : faire de cette journée le symbole de l'unité qui anime les vingt-quatre nationalités parties prenantes d'une grève des loyers, qui dure depuis plus de deux ans.

Contrairement aux précédents galas qui jalonnent la longue lutte de ceux de la Sonacotra, ce n'était pas la Mutualité qui avait été choisie comme lieu de rassemblement, mais la commune de Champigny. Une façon comme une autre de rendre hommage au foyer de la commune, qui fut parmi les premiers dans la grève. Une grève de 29 mois aujourd'hui, qui a connu de multiples rebondissements.

A l'annonce d'une hausse de loyers, qui aurait porté le prix d'un lit en foyer à celui d'une chambre avec eau courante dans Paris, le mouvement est parti comme une traînée de poudre, au début de l'année 1975, dans quarante-sept foyers à travers de la région parisienne. Très rapidement, les grévistes élisent, par foyer, leurs représentants, qui, regroupés, formeront le comité de coordination, seule structure habilitée à diriger la



lutte et à négocier. Ils définiront tout aussi vite une plate-forme revendicative commune : pas d'augmentation des loyers, réduction de 50 à 100 F selon les foyers ; suppression des postes de gérants, avec, dans un premier temps, les licenciements des gérants racistes ; un statut de locataires pour tous les résidents ; reconnaissance dans chaque foyer du comité de résidents et du comité de coordination.

Au fil des mois, ceux de la Sonacotra, inébranlables, reviendront de temps en temps, au premier plan de l'actualité. A l'occasion du 1^{er} Mai, auxquels ils participent, sous leurs propres banderoles, de façon très dynamique ; à l'occasion d'un meeting central, à la Mutualité, qui réunira, pour la première fois, depuis très longtemps, à Paris, plus de 3 500 immigrés.

A l'occasion, surtout, de la rafle, qu'opérera, le 16 avril 1976, au petit matin, la police de Poniatowski, avec des méthodes rappelant celles de la guerre d'Algérie. La rafle sera suivie, dans l'heure, de l'expulsion — totalement illégale — de seize délégués. Une longue bataille s'ensuivra pour obtenir leur retour. Elle culminera le 20 mars dernier, par le débarquement surprise à Orly, au milieu de rires, de bousculades et des chants, des derniers expulsés.

Aujourd'hui, le moral des Sonacotra — la fête l'a montré — demeure intact. Malgré les tentatives d'intimidation de la direction, qui, périodiquement, expédient des menaces d'expul-

sion. Malgré aussi les tentatives de division, favorisées par l'attitude du PCF, d'une part, des centrales syndicales françaises, d'autre part. Alors que les Sonacotra ont toujours proclamé que le règlement du conflit serait global ou ne serait pas, PCF, CGT, CFDT, FO ont, en effet, essayé ces derniers mois de favoriser des règlements foyer par foyer.

N'importe. 29 mois après, ils tiennent toujours. Et leur « cri de guerre » — « Sonacotra cédera » — est devenu le cri de ralliement de milliers de travailleurs immigrés en France. Parce qu'au-delà des revendications immédiates, il est aussi le symbole de leur dignité.

Eric Eauxvives

CONGRES DE LA CGC

Continuité sans changement

Le même président, le même délégué général, la même équipe de direction : comme on le voit, les élections qui ont sanctionné la fin du 23^e congrès de la CGC, hier à Versailles, n'en ont pas fait le Congrès du changement...

De péripéties de couloirs en mini-coups de théâtre calculés, ce congrès ronronnant aura été bien loin des prédictions de certains. « Ça va barder... Il veut la guerre, il l'aura. » Ainsi s'exprimait, dans une interview au « Point », Marchelli — président de la Fédération de la métallurgie — en parlant de Charpentier, le président sortant de la CGC. Ce dernier a eu une paix à peu près royale, hormis une escarmouche de fin de congrès, qui l'a conduit à entériner la création d'un nouveau poste de « secrétaire général adjoint », histoire de ne pas laisser les « opposants » totalement sur la touche.

Comment pourrait-il en être autrement ? A l'heure où le « malaise des cadres » est plus que jamais d'actualité — leur pouvoir d'achat en a pris un sérieux coup avec le plan Barre et leur taux de chômage a considérablement augmenté — à l'heure où l'UGICT, organisation des cadres CGT et l'UCC, organisation des cadres CFDT, multiplient les

invités à un milieu très peu syndicalisé, la CGC n'a pu, une fois de plus, qu'étaler, durant trois jours, un profond vide doctrinal. Organisation farouchement catégorielle, crispée sur la défense des privilèges de ses membres, qu'ils soient hiérarchiques, fiscaux ou médicaux, à travers la Sécurité sociale, la CGC, face à un régime d'austérité, est désarmée.

Au moment où se précisent des échéances politiques importantes, elle n'offre qu'une issue à ses membres : un poujadisme à la sauce cadre. Dans ce contexte, face à des rivaux de la métallurgie et des mines, que rien ne distinguait de lui, sinon des querelles de personnes, Yvan Charpentier s'est payé le luxe, en se contentant d'agiter la menace de sa démission, d'être réélu à une majorité plus confortable qu'au précédent congrès. « C'est moi ou le chaos » en somme. Autrement dit — ce ne sont pas les gaullistes qui démentiront — un argument de fin de règne...

Stoléro annonce la mise en place de « l'aide au retour »

Hier matin, à l'émission Mosaïque, sur TF1, Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat aux Travailleurs manuels et aux immigrés, a annoncé le lancement de l'opération « Aide au retour » :

L'aide au retour a pour but, en cette période chômage, de « faciliter » le retour de tout chômeur immigré et secouru, bénéficiant d'un permis de séjour et d'une carte de travail.

Cela commence en juin : il y a un délai de réflexion d'un mois, à partir de la demande d'aide et un délai de deux mois pour partir, après que la demande ait été acceptée.

Il y a une indemnité de voyage donnée avant le départ. L'aide proprement dite est touchée dans le pays d'arrivée, par l'intermédiaire du consulat de France ou du service d'immigration. Elle consiste en :

- 10 000 F pour un chômeur immigré secouru ;
- 10 000 F pour sa conjointe chômeuse immigrée secourue ;
- 5 000 F pour sa conjointe salariée ;
- 5 000 F par enfant mineur, chômeur secouru.

Au moment où la demande est acceptée, le chômeur immigré remet sa carte de séjour et sa carte de travail, contre une nouvelle carte de séjour provisoire.

Grève des nettoyeurs du métro

COMMUNIQUE DE L'UDCFDT PARIS

Le communiqué de l'UD-CFDT de Paris que nous publions ci-dessous s'adresse aux organisations CFDT. C'est pourtant l'ensemble des travailleurs parisiens qui sont concernés par la grève des nettoyeurs et ce sont souvent des sections CGT et CFDT qui ont apporté aux grévistes messages de solidarité et collectes, comme les postiers de Créteil, les grévistes de l'AEE, les agents de la RATP du quai des Grands-Augustins, etc. L'ensemble des organisations ouvrières, CGT, CFDT et FO, doivent être sollicitées pour soutenir la grève des nettoyeurs immigrés du métro.

« L'assemblée générale des nettoyeurs du métro parisien a reconduit le mouvement avec la CFDT. L'UL-CFDT de Paris constate que la populatisation de ce conflit est prise en charge au fur et à mesure que les jours passent par un nombre toujours plus grand d'organisations CFDT. L'UL-CFDT appelle à renforcer et amplifier cet élan de solidarité. L'UL-CFDT et les syndicats RATP et transports, avec l'ensemble des nettoyeurs en grève, organise un rassemblement devant le siège de la chambre patronale de la manu-

tenition ferroviaire, le mardi 14 juin, à partir de 12 h 30, 44, rue Laffite, pendant que se tiendront les négociations salariales.

L'UL-CFDT de Paris tient à faire savoir d'ores et déjà aux patrons de la manutention ferroviaire que, notamment la satisfaction des revendications salariales, pourrait mettre un terme au conflit des nettoyeurs du métro parisien. L'UL-CFDT appelle l'ensemble des syndicats parisiens de la CFDT à envoyer de larges délégations à ce rassemblement.

Paysans contre promoteurs en pays catalan Première victoire aux Garotxes

« Les Garotxes » en pays catalan sont la cible des divers trafiquants et promoteurs. Après un trust capitaliste belge qui voulait créer de toutes pièces un élevage laitier dans la région et qui a fait finalement faillite, c'est maintenant sous couvert d'aménagement touristique qu'une société immobilière veut s'approprier les terres libres, alors que

les paysans végètent sur des exploitations trop exigües. La SAFER, qui devrait favoriser l'installation des agriculteurs, reste impuissante. Et lorsque les paysans veulent empêcher la vente aux enchères, on leur envoie les gardes mobiles. Le tribunal a finalement décidé de céder la terre aux promoteurs.

Perpignan : de notre correspondant.

Les jeunes agriculteurs ont occupé la SAFER et, après de très dures négociations, l'ont contrainte à exercer son droit de préemption. La SAFER va donc faire annuler la vente et racheter les terres à son profit, en attendant de les utiliser ensuite selon son bon vouloir.

Une victoire importante pour les jeunes agriculteurs, même si aujourd'hui, de nouvelles difficultés surgissent. C'est ainsi, par exemple, que l'on a pu se rendre compte que la vente s'était faite au profit d'une société intitulée « des domaines de Saint-Pierre » alors que, jusqu'au procès, les promoteurs avaient pris,

pour raison sociale, l'appellation : « les Chalets de Villefranche ». Une opération qui aura, entre autres, permis de faire hausser les enchères... Mais un quinzomadaire parallèle, « Truc », vient de dévoiler le pot aux roses : derrière la société des Domaines de Saint-Pierre se cacheraient, en réalité, l'épouse d'un des principaux actionnaires de la société qui vendait...

Correspondant Perpignan

On peut acheter des parts de 100 F du Groupement foncier agricole (GFA) de lutte en écrivant à : M^{re} Carment,

notaire, 66 500 Prades. Spécifier GFA Garotxes.

RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans l'article rendant compte du congrès services-livres CFDT (« Rouge » n° 363). La fédération, contrairement à ce que laissait entendre « Rouge », affirme bien la nécessité d'une riposte d'ensemble contre le plan Barre. Par contre, elle se refuse à préciser sa position face à la conséquence possible de cette riposte : la remise en cause du gouvernement Barre et donc du calendrier électoral.



Marseille

CFT, hors du tri !

Ça chauffait mardi dernier au centre de tri de Marseille-gare, il y avait longtemps que l'on n'avait pas vu cela.

Tout a commencé lundi, lorsque le secrétaire départemental CFT s'est amené dans le centre, comme si la maison lui appartenait, utilisant le téléphone, passant dans les services.

Marseille : de notre correspondant.

Sensibilisés par le lâche attentat de Reims, quelques gars réagirent immédiatement. Acoompagnés de deux délégués CGT et CFDT, ils prièrent gentiment ce monsieur de quitter le centre, ce qu'il fit sans broncher. Mais, une demi-heure après, il était signalé à nouveau dans les couloirs. Immédiatement, une trentaine de gars précédés de militants CGT-CFDT-FO coincèrent le récidiviste et lui firent comprendre énergiquement, qu'il ne devait pas rester une minute de plus. Pris de panique, il ne demanda pas son reste.

Le lendemain, nous apprenions la mort de notre camarade Pierre Maître. Une pétition CGT-CFDT-FO et CFTC dénonçant l'attentat fasciste de Reims et exigeant la dissolution de la CFT fut signée massivement et provoqua de nombreuses discussions.

En brigade B (celle du matin), après une réunion du personnel très massive, l'ensemble des gars se dirigèrent vers les bureaux de la direction pour exiger la suppression des panneaux CFT. Le directeur ne voulant rien savoir, c'est sous les applaudissements et les cris de « CFT assassin », « Le fascisme ne passera pas », que les panneaux CFT furent bombés à la peinture noire.

L'après-midi, c'était le tour de la brigade A. Même scénario : pétition, réunion massive du personnel, où le représentant CGT parla de justice et de sécurité, cherchant à tout prix à calmer les esprits. Le délégué CFDT remit les choses à leurs vraies places, dénonçant les assassins de la CFT et appelant le personnel à se mobiliser contre cette officine. La délégation de masse à la direction fut une des plus animées que l'on ait jamais vu à Marseille-gare : les « CFT assassins », « Dissolution de la CFT », ou encore « Direction complice » résonnaient dans les couloirs du centre. L'ambiance était chaude parmi les deux cents gars qui se trouvaient là. La direction refusant à nouveau de faire enlever les panneaux CFT, il lui

fut accordé par l'assemblée une demi-heure de réflexion, faute de quoi !

A 17 h, l'ultimatum était passé. La « fameuse » grève de cinq minutes devait débiter. Les gars descendirent massivement dans la cour du centre pour chercher leurs camarades du TT : toujours en criant des slogans hostiles à la CFT. Le premier panneau CFT allait très vite être arraché sous les cris de satisfaction. Puis ce fut le tour d'un deuxième chacun cherchant le moyen de l'enlever le plus efficacement possible. Il en restait deux... on les laissa pour les camarades de la nuit ! Après tout, il pouvait bien s'offrir ce petit plaisir eux aussi. Ils n'ont d'ailleurs pas manqué de le faire !

Les cinq minutes de grève étaient depuis longtemps dépassées lorsque nous avons repris le boulot après avoir déposé « les pétitions », et les panneaux chez le directeur.

L'ambiance restait chaude. Ça discutait partout. Le personnel n'était pas « serein ». L'action spontanée des travailleurs correspondait mieux à leur indignation que le cadre de « grande dignité » que certains dirigeants de la CGT aurait voulu lui donner. Le personnel a exprimé sa colère face aux nerfs fascistes et, quand nous avons quitté le centre ce soir-là, ça faisait chaud au cœur de voir, à la place des panneaux CFT, des affiches marquées « Centre de formation des tueurs ».

Correspondant
Tri postal

Revelli Beaumont

Les ravisseurs du P-DG de Fiat-France ne semblent pas l'avoir exécuté comme promis, vendredi soir. Les gros titres peuvent continuer, on ne connaît pas de limite à un nouvel ultimatum pour la rançon ni comment se passent les négociations.

AEE : Pas d'expulsion

Les travailleurs passaient jeudi en référé. La direction demandait l'évacuation des locaux du siège central occupés depuis le 1^{er} juin. Le juge a repoussé la demande de la direction.

Fascistes en liberté

Cinq étudiants fascistes de la FNEF mettent une bombe dans le local de l'UNEF à Grenoble le 8 avril dernier. Un se fait sauter la gueule et grève, c'est le président de la FNEF locale, les quatre autres sont arrêtés. Samedi dernier, ils ont été remis en liberté... braves étudiants studieux.

Trainé sur 200 mètres

Un délégué CGT d'une petite entreprise noçoise, Gugumino, a été blessé vendredi par un briseur de grève appelé par le patron. Il a été trainé par une voiture de livraison utilisée par le commando. Une automobile a réussi à bloquer le véhicule des hommes de main. Le chauffeur a été maîtrisé par les témoins de cette agression. Il s'agit d'un militant d'extrême droite. Des délégations de protestation sont prévues pour aujourd'hui. Une riposte nécessaire mais qui semble bien en retrait sur ce qu'il serait possible de réaliser.

Suite de la première page

Mais surtout, ce qui restera au plus profond du cœur des grévistes, c'est le souvenir de leur camarade, mort, assassiné par un commando anti-ouvrier.

Un militant, un frère de classe dont la mort fait prendre tout leur poids aux revendications obtenues. Un prix payé par les travailleurs de la

VMC qui ne permet pas de laisser en suspens les revendications qui n'ont pas encore abouti, revendications pour lesquelles Pierre Maître s'est battu.

Cette victime ouvrière est un avertissement. Il n'est plus possible, face aux flics, aux milices patronales, de rester passif. Défendre nos luttes,

pour en assurer le succès, est une nécessité constante

Pour que de prochaines victimes n'aient pas à nous le rappeler, il faut dans chaque lutte, dès maintenant discuter, démocratiquement les formes de l'autodéfense des travailleurs.

F. M.

Interview d'un militant CGT Citroën-Paris

Des dizaines de responsables syndicaux, de nombreux militants ouvriers délégués par leurs sections, ont fait le voyage de Paris à Reims, vendredi matin, pour assister aux obsèques de Pierre Maître. « L'Humanité », « Rouge », « Libération », déployaient leurs titres de place en place. Nous avons pu rencontrer, au cours du voyage, un militant CGT des usines Citroën de Paris, venu porter une gerbe. Ce camarade a bien voulu répondre aux questions de « Rouge ».

● Comment la CFT s'est-elle imposée ?

— L'usine de Rennes a servi de banc d'essai (cf. Rouge du 10 juin), de prototype dans la répression. Le fameux Pansart, d'ailleurs, vient de Rennes. En 1967, il y a eu une note confidentielle de la direction, pour la création d'un syndicat maison, le SNISC (Syndicat national indépendant des salariés de Citroën), qui s'est rapidement affilié à la CFT. Par le jeu des candidatures libres au deuxième tour, ils ont obtenu la majorité au comité d'entreprise, courant 1970, malgré une liste commune CGT-CFDT. Ils ont pris en main

la maîtrise, puis la répression s'est institutionnalisée, avec le mouchardage dans les ateliers et le fichage des militants.

● Systématiquement, jusqu'à présent, la direction de Citroën est arrivée à ses fins. Comment l'expliques-tu ?

— Ils ont bénéficié de moyens financiers énormes et de tout le poids structurel de la direction et de la maîtrise. De plus, il ont utilisé le fait que sur 30 000 employés, il y a 25 000 immigrés, au fort taux de renouvellement, et dont la plupart venaient de pays où n'existe pas la moindre démocratie. Pour moi, il n'y a pas eu d'erreur. La bataille ne peut passer que par l'action de masse, et la CFT est un élément répressif très fort. Tu sais, on n'a jamais arrêté les diffusions aux portes, mais il faut savoir qu'aux usines d'Aulnay, pour la seule année 1976, on a compté 31 agressions de diffuseurs.

● Quelle est la position de la CGT, pour développer l'action de masse à partir de maintenant ?

— Actuellement, toute la structure répressive reste en place. Il faut en tenir compte. L'axe de bataille, c'est la dissolution de la CFT. En même temps, nous lançons une bataille revendicative intense, permettant, en liant les deux, de libérer les travailleurs du carcan répressif. Il nous

faut renforcer la CGT et enfin obtenir la nationalisation du groupe, pour bénéficier, entre autres, de l'application stricte des lois, pour éviter la recomposition de la CFT.

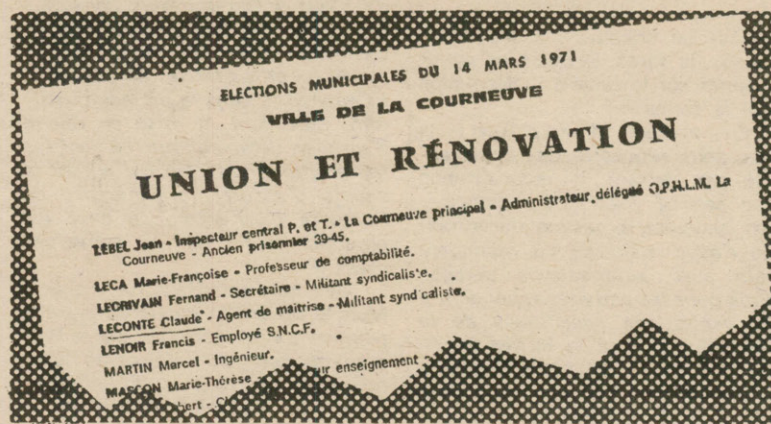
● Les révolutionnaires pensent qu'il faut, dès maintenant, déposséder la CFT de ses locaux, de ses panneaux, dans les entreprises de France...

— ... si c'est possible. Bien... Mais je ne peux me prononcer que sur ce que je connais... A Citroën, c'est impossible, puisque les locaux de la CFT sont ceux de la direction. C'est à l'ensemble qu'il faut s'attaquer.

Propos recueillis par
François Martigues

Leconte

Un « militant sans responsabilité »



Il paraît, selon un mot de l'inénarrable Blanc, que Leconte était un militant de la CFT « sans responsabilité ». « Rouge » a déjà publié les photos de cet individu mêlé aux plus hauts dirigeants de la CFT dont Pansart, aujourd'hui envoyé à Reims pour y suppléer son fidèle second.

Le bulletin de vote officiel aux municipales de 1971 que publie « l'Humanité » de samedi éclaire d'un jour nouveau les relations de Leconte avec le pègre au pouvoir. Le communiqué du SAC datant de lundi dernier et annonçant son exclusion de ce mouvement nous avait au moins appris son appartenance à la milice gaulliste. Ce que nous savions moins, c'est que Leconte avait brigué un poste de conseiller municipal à La Courneuve sur la liste « Union et rénovation » qui regroupait diverses personnalités de la « majorité ». Parmi elles, Pierre-François Huet, suppléant républicain indépendant aux dernières législatives et Marie-Simone Delort, une des têtes de liste du RPR aux dernières municipales de 1977.

A l'époque, Leconte était agent de maîtrise à Citroën-Levallois. Qu'indiquait le tueur, en face de son nom ? « Militant syndicaliste ». Il y a des moments où l'on serre les poings...

● Quelle a été la riposte de l'usine, après l'agression de Reims ?

— La CFT appelait à un débrayage de diversion, à 10 heures. Il a été très peu suivi. A 11 heures, celui appelé par la CGT, la CFDT, et auquel s'était associée la CGC, a été massivement suivi par les ouvriers, les techniciens et les cadres. Dans certains secteurs, les arrêts ont débordé les 5 minutes. Il y a eu des prises de parole. Et même des manifestations dans les ateliers de St-Ouen. L'encadrement CFT s'écrasait. On sait qu'il y a eu plusieurs démissions de délégués CFT, et que des travailleurs ont déchiré leur carte, dès lundi matin. Pour le jour des obsèques, nous appelons à un arrêt de 5 minutes minimum, avec toute manifestation possible, introduisant dès maintenant l'élément revendicatif

● La section CFDT d'Olivetti communique :

« A la lecture de la presse du 9 juin, nous constatons la publication de la liste des sections syndicales CFDT qui se sont rendues à la manifestation du 8 juin, à la République. Nous pensons que d'autres sections CFDT ont, comme nous, participé à cette manifestation, sans banderole, pour raisons techniques, ou dans le souci de ne pas agresser directement notre confédération, sans avoir auparavant réglé au sein même des structures syndicales le problème de son attitude concernant l'assassinat de Pierre Maître. Notre section tient à confirmer sa présence à la manifestation et appelle toutes les autres sections non identifiées à se signaler. Nous pensons qu'un débat interne s'impose, concernant le « flou » des prises de position officielles de la CFDT face à cette agression. »

Présentée aujourd'hui à la presse

LA PLATE-FORME CFDT

Adoptée par son Conseil national

Le conseil national de la CFDT qui réunit le bureau national, les fédérations et les régions s'est tenu les 10 et 11 juin pour discuter et adopter une plate-forme de revendications immédiates et d'objectifs à court terme,

qui est rendue publique aujourd'hui. Nous présentons ici les grandes lignes du projet, qui devrait pas être sensiblement modifié. Nous commenterons cette plate-forme dans les jours suivants.

Cette plate-forme rassemble les « objectifs à court terme », « valables pour les deux ans à venir », objectifs que la CFDT « entend négocier aujourd'hui et à plus forte raison en cas de victoire de la gauche ». Mais, « loin de mettre des bâtons dans les roues de la gauche politique », il s'agit essentiellement de définir les bases d'une négociation avec un futur gouvernement de gauche dans la mesure où elle n'entend pas « déborder » le Programme commun, mais seulement infléchir sa logique « productiviste » et « centraliste ». Vouant éviter un catalogue revendicatif en déterminant des priorités, la direction cédétiste a retenu sept thèmes.

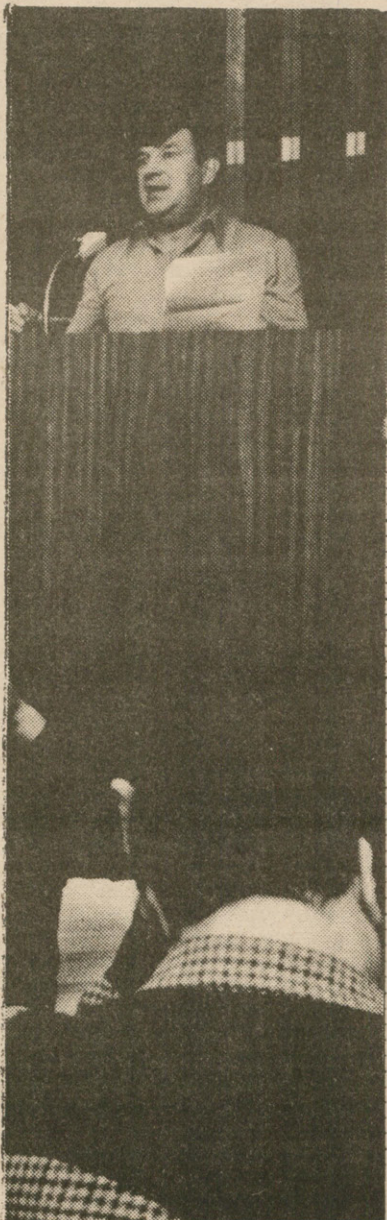
Les principales revendications sur les salaires portent sur le SMIC à 2 200 F, l'égalité des salaires entre hommes et femmes, la limitation de l'écart hiérarchique de 1 à 6, la grille unique, l'intégration des primes au salaire et la suppression du système de salaire au rendement. La CFDT rappelle son refus de l'échelle mobile qui « fige la hiérarchie des salaires, ne tient pas compte des différences de consommation » et « n'apporte aucun remède au problème de l'inflation » (sic).

Des comités locaux de l'emploi

La CFDT réclame d'abord le maintien de l'emploi avec « droit de veto suspensif » par les comités d'entreprise « jusqu'à ce que le comité local de l'emploi ait donné son avis ». Ces comités locaux de l'emploi seraient composés « de représentants des employeurs, des organisations syndicales et des collectivités locales » et auraient un rôle consultatifs. La centrale rappelle son refus des discriminations liées à l'âge, à la race et au sexe en matière d'emploi et réclame la « garantie d'un reclassement préalable ou d'une formation débouchant sur un emploi équivalent quand la suppression d'emploi ne peut être évitée »...

Pour la création d'emplois, la CFDT préconise « la création de 200 000 emplois dans le secteur public », « la réduction progressive du temps de travail à 35 heures » (dont elle ne précise aucune échéance), la retraite à 60 ans, la 5^e équipe pour les feux continus, la 5^e semaine de congé payé. Elle réclame la stabilité de l'emploi en particulier par la titularisation des auxiliaires et se prononce pour l'indemnisation de tous les chômeurs à un taux minimum égal au SMIC. Enfin, elle propose « la mise en place immédiate de comités de branches industrielles regroupant les représentants des organisations syndicales, des employeurs et des pouvoirs publics, pour débattre et émettre des avis sur les investissements... dès que possible, ces structures (ainsi que les comités locaux de l'emploi) devront être intégrées dans les procédures de la planification démocratique ».

Sur les conditions de travail, la CFDT réclame essentiellement l'extension des comités d'hygiène et de sécurité, leur élévation, « le droit de veto pour faire arrêter immédiatement une installation en cas de danger imminent », la « limitation » du travail posté.



Albert Mercier durant son rapport
Photo D. Maillac

Hersant sous séquestre

Suit un chapitre sur les droits sociaux, la santé, le cadre de vie et un autre sur le droit à l'information et à la formation.

En matière d'information : la mise sous séquestre des biens acquis par Hersant, la reconstitution d'un service public de radiotélévision nationale à gestion décentralisée « avec maintien du monopole mais avec autorisations dérogatoires pour les activités répondant à des aspirations spécifiques de la population ». Pour la formation, on retiendra la limitation des classes à 25 élèves, « la mise en route d'un processus de nationalisation (négocié) de l'enseignement privé », l'instauration d'un droit à la formation permanente pour tous les travailleurs (dont les modalités concrètes restent à définir).

On en arrive aux « droits des travailleurs et des organisations syndicales », un des objectifs fondamentaux de la CFDT. Il s'agit en fait presque exclusivement de l'extension et de l'élargissement des droits syndicaux, dans une perspective de négociation à tous les niveaux.

Même l'utilisation et l'organisation du « 1 % des heures travaillées

consacré à la discussion des travailleurs relèvent de la responsabilité des organisations syndicales ». Quant aux droits des travailleurs immigrés, la CFDT réclame « une carte unique de séjour et de travail », sans pour autant exiger les mêmes droits, en particulier politiques, que pour les travailleurs français.

Comités élus par atelier dans le secteur nationalisé

Reste le chapitre essentiel, consacré aux droits et pouvoirs nouveaux dans les entreprises nationalisées. Dans l'atelier et le service, la CFDT propose la mise en place de « comités élus par les travailleurs, à partir de candidatures pour lesquelles les organisations donnent leur avis ». Ce comité aurait « le pouvoir de décision en ce qui concerne les conditions de travail et l'organisation du travail », « dans le cadre d'un contrat passé avec le conseil d'établissement ». Le conseil d'établissement est « élu par les travailleurs à la proportionnelle ». Il « comprendra un représentant de la collectivité territoriale concernée, les représentants syndicaux et éventuellement un représentant des usagers », mais seulement avec « une voix consultative ». « Les élus rendent régulièrement compte de leur mandat devant l'assemblée générale des travailleurs de l'établissement ».

Enfin, au niveau central de l'entreprise, « le conseil d'entreprise est l'organe suprême du pouvoir dans l'entreprise ». Son rôle est « de définir et orienter la politique générale de l'entreprise », « négocier avec le plan le contrat de plan pour l'entreprise » et « nommer le directoire de l'entreprise chargé d'appliquer les décisions ».

Ce conseil d'entreprise sera « composé des travailleurs élus par les membres des conseils d'établissements ». « Il comprendra également des représentants du plan et des représentants syndicaux mais ils n'auront qu'une voix consultative », afin « de ne pas entraîner de confusion entre les fonctions des syndicats et les tâches de gestion ». « Cependant, dans la période transitoire précédant la mise en œuvre d'un plan démocratique, ce sont les représentants du plan qui auront la charge d'assurer la cohérence de l'activité de l'entreprise avec les objectifs repris par le gouvernement ».

Un bel échafaudage, donc ! Mais le document oublie de prendre position sur le cadre fixé par le Programme commun : respect de l'économie de marché, de l'Etat bourgeois, du Marché commun et de l'Alliance atlantique.

Le bureau national semble être partiellement conscient puisqu'il annonce qu'« un document du bureau national précisera comment plan et nationalisations permettront d'apporter une autre réponse que celle du patronat et du pouvoir à la crise du capitalisme ». Cette réponse semble en effet un préalable à la gestion des entreprises, fussent-elles nationalisées ! Faute de quoi, la perspective autogestionnaire risque fort de finir en cogestion.

René Yvetot
Demain : Autogérer le Programme commun ?



Au conseil national de la CFDT, Albert Mercier (à droite) en discussion à la tribune avec Edmond Maire.

Propos de fin d'année d'un ministre

Haby invite les collégiens à ne pas prendre de vacances

Le *Courrier de l'éducation*, vous connaissez ? Il s'agit du bulletin de propagande du ministère de l'Education, diffusé gratuitement aux élèves et aux enseignants. René Haby s'y fend, régulièrement, d'un éditorial. Celui du dernier *Courrier spécial élèves* (n° 24, juin 1977), au-delà de son ton patelin, ne peut être lu sans colère.

Il s'intitule « Propos de fin d'année » et prétend démontrer que pour qui est travailleur, à la sortie de l'école, le chômage n'a rien de menaçant. Les centaines de milliers de jeunes qui se retrouveront cet été pour la première fois sur le marché du travail apprécieront ces phrases mensongères et proprement cyniques.

« Vous voici donc à quelques semaines des vacances. Pour certains d'entre vous, un examen important reste à passer : un baccalauréat, un CAP, un BEP, etc. Mais au-delà ? Je sais que la situation économique actuelle vous inquiète, mais je vous demande de ne pas vous laisser aller au découragement. Pour ceux qui ont acquis un certain niveau d'études et qui veulent travailler, les possibilités ne manquent pas. (...) Même au niveau du CAP et du BEP, vous devez envisager l'avenir avec confiance. Des statistiques récentes montrent que, dans la plupart des métiers, et notamment dans l'industrie et l'artisanat, 90% des élèves munis de ces diplômes peuvent trouver un travail dès leur sortie du collège. Un conseil : n'attendez pas octobre pour rechercher un emploi. Le résultat vaut bien qu'on ampute quelque peu ses vacances ! »...

J. K.

Le congrès du SNCS-FEN

LA RECHERCHE SUSPENDUE A 1978

Le syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FEN), qui, regroupant environ 4 000 syndiqués, est le plus implanté parmi ces personnels, notamment au CNRS et à l'INSERM, a tenu son XXII^e Congrès les 2, 3, 4 juin derniers.

C'est peu dire que les débats ont été dominés par les élections de 1978. Les discussions ont porté exclusivement sur des questions générales telles que la politique de la recherche, le statut des personnels, et l'indépendance du syndicat par rapport aux partis et à l'Etat. Face à la tendance majoritaire (64 % des voix) animée par les militants du PCF et correspondant au courant Unité et action de la FEN, une nouvelle tendance a été propulsée par des militants socialistes, et a regroupé 13 % des voix, reflétant ainsi surtout un vote de défiance par rapport à l'orientation majoritaire. Cette illustration de la polémique « PS-PC » n'a pas empêché des résolutions unanimes sur l'indépendance du syndicat, les libertés, les questions internationales et le statut du chercheur.

En revanche, le congrès n'a apporté aucune perspective de lutte contre le plan Barre et particulièrement ses conséquences pour les

personnels hors statuts et les troisièmes cycles, confrontés au chômage et à des perspectives de licenciement, ainsi que sur les restrictions de crédit. Tout est attendu de 1978 et du Programme commun.

La « tendance révolutionnaire », à laquelle participent les chercheurs proches de l'Ecole émancipée, a recueilli 20 % des voix et a été la seule à proposer une alternative à cet attentisme. Elle a mené bataille pour la création d'une commission femmes nationale, ce qui fut accepté à l'unanimité. Elle fut aussi la seule à lier les revendications aux problèmes idéologiques tels que les débats sur le scientisme, le mandarinat, etc. Enfin, sur la question de la force de frappe, la direction du SNCS, pourtant proche du PC, a assuré que les positions du syndicat, hostile à la force de frappe restaient inchangées.

En définitive, ce congrès a suscité de nombreux espoirs, illustrés par un nombre de votants jamais atteint, n'a apporté aucune perspective, sinon... 1978, et, en attendant, un « rallye des bradés de la recherche » qui se tiendra le 14 juin, à Paris, et à l'efficacité duquel personne ne croit.

Le procès des cinq agriculteurs du Pellerin Un verdict scandaleux

Le procès de Nantes, dont le verdict a été rendu vendredi dans l'après-midi, fera date. Les cinq agriculteurs accusés d'avoir détruit un dossier d'enquête d'utilité publique pour la construction de la centrale nucléaire du Pellerin, le 2 juin dernier,

ont été condamnés à des peines très sévères pour ce genre d'affaire, puisqu'ils devront subir deux mois d'emprisonnement ferme (plus de six mois avec sursis).

Pourtant, tant les réactions qu'avaient suscitées cette affaire dans toute la région, que les nombreux témoins cités par la défense, laissaient présager une autre conclusion à ce procès. En effet, venant après l'imposante manifestation d'opposition à la centrale nucléaire du Pellerin du mois dernier, il suscitait une réprobation quasi générale dans la région nantaise dont les prises de position de nombreuses

organisations ne constituaient qu'un indice.

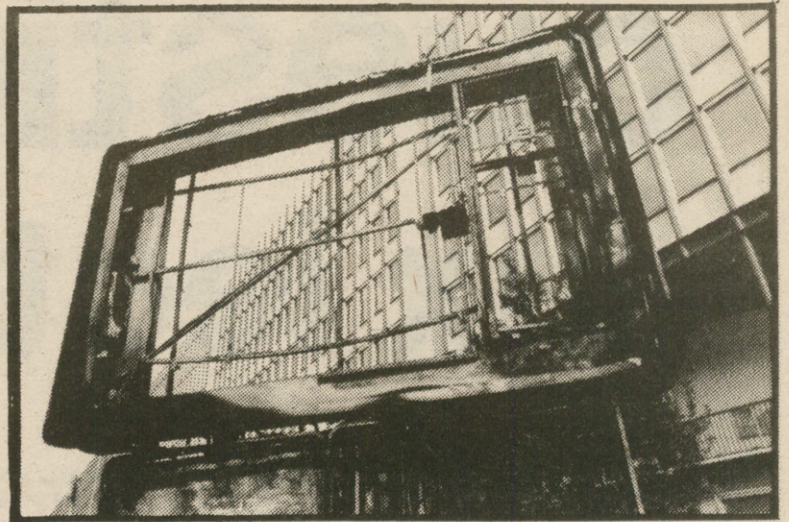
En attendant, de nombreuses organisations se sont indignées du verdict rendu. Les élus socialistes de la municipalité de Nantes, la FDSEA et les paysans-travailleurs de Loire-Atlantique ont immédiatement réagi à ce scandale.

Il faut désormais lier la lutte pour la libération immédiate des inculpés

à la lutte plus générale de mise en déroute du projet d'installation de la centrale du Pellerin.

De même, la présence lors du procès du général de La Bollardière, de Brice Lalonde, de représentants de la FDSEA, de municipalités socialistes de la région, de nombreux scientifiques, l'envoi par le commandant Cousteau et René Dumont de lettres de soutien aux inculpés, laissaient entrevoir la possibilité d'un verdict de clémence. Il n'en fut rien, puisque, malgré les arguments avancés par la défense, le tribunal correctionnel de Nantes a lourdement condamné les inculpés. Et ce, au cours d'un procès bien particulier, puisqu'il s'est déroulé dans un palais de justice littéralement encerclé par un déploiement de forces de l'ordre hors du commun.

C'est après l'annonce du verdict, devant une foule de près d'un millier de manifestants rassemblés en la circonstance, que plusieurs dizaines de personnes ont, à leur tour, détruit le registre de l'enquête d'utilité publique déposé à la mairie de Saint-Jean-de-Boiseau et... demandé à être inculpés pour le même acte que celui qui a envoyé les cinq agriculteurs au tribunal.



Chauds, chauds, chauds, les panneaux Decaux !

« Ce n'est pas quelque chose qui risque de me traumatiser, ce que j'aurais dû faire, ce sont des panneaux qui ne brûlent pas », s'est exclamé Jean-Claude Decaux, à l'annonce de l'incendie de plusieurs panneaux publicitaires dont il est promoteur. En effet, une vingtaine de panneaux publicitaires ont été détruits à Paris au cours de la nuit de samedi à dimanche, par des inconnus. Ils se sont attaqués à quelques panneaux situés aux alentours de la gare de l'Est, de la rue Lecourbe (XV^e arrondissement), et à certains carrefours du XII^e arrondissement. Il ne reste plus, désormais, que des carcasses tordues et difformes.

Cependant, cela n'a pas l'air d'émouvoir outre mesure l'inventeur des avertisseurs, qui compte bien persister dans ses réalisations. Bien au contraire, puisqu'il se retranche derrière un sondage SOFRES, « montrant que les Parisiens n'y sont pas hostiles », et surtout, derrière l'avis du maire de Paris qui, selon lui, « est satisfait de nos prestations ».

C'est pourquoi, loin de mettre un terme à son entreprise de quadrillage de la capitale, il entend redoubler d'efforts pour imposer ses panneaux, combinant informations locales et touristiques, et placards publicitaires.

D'après les témoins qui ont assisté à l'incendie des panneaux, il semblerait que ceux-ci brûlent avec une rapidité étonnante...

Brève nucléaire

Cattenom, Remerchen, manifestation samedi, à Thionville

Plusieurs milliers de personnes ont participé à la manifestation antinucléaire, samedi, à Thionville, réclamant l'arrêt total du programme nucléaire français, la consultation des populations et liant la lutte antinucléaire avec la lutte pour l'emploi dans la région lorraine (voir « Rouge » de samedi).

La manifestation était convo-

quée par l'ASVM (Association pour la sauvegarde de la vallée de la Moselle), la CFDT, la CGT, la FEN, le PC, le PS et le PSU. La LCR qui était signataire de l'appel unitaire a vu sa signature retirée par l'ASVM devant le diktat du PCF. Une quarantaine de personnes ont défilé derrière les banderoles de la LCR ainsi que derrière les banderoles du PCR. Pour la première fois, dans la région, les CCA sont apparus. Différents comités antinucléaires luxembourgeois étaient présents pour protester contre les centrales de Cattenom (Moselle) et Remerschen (Luxembourg) ainsi que des délégations belges et allemandes.

femmes

Les groupes femmes parisiens tirent le bilan d'un mois d'activité

La coordination des groupes d'entreprise s'est réunie samedi

• L'emploi, la fête des mères, le viol, la famille, l'avortement....

Samedi 11 juin, s'est réunie la coordination des groupes femmes d'entreprise de la région parisienne. C'est maintenant toutes les cinq semaines que se rencontrent régulièrement les groupes femmes du Crédit Lyonnais, de l'Équipement, des Finances, des PTT, de la DGRST, de la Télévision, du « Monde », de Renault, etc., mais aussi des militantes féministes de commissions syndicales CGT

et CFDT et des femmes qui commencent à se regrouper dans leur entreprise sans qu'une structure particulière soit vraiment formalisée. L'objectif ? Sortir de l'isolement boîte par boîte, centraliser le matériel et la documentation utile pour que toutes y aient accès, confronter les expériences pour agir ensemble.

La réunion commence par les problèmes d'« organisation », le collectif mis en place la dernière fois rend compte de ses activités. Quatre groupes l'ont pris en charge pour ce mois-ci, assurant les permanences du mardi soir, le courrier, le compte rendu des réunions, la circulation des documents, la trésorerie. Les groupes se relayeront deux par deux tous les deux mois environ pour assumer cette tâche tournante.

Puis on fait le point sur le travail des commissions, qui réfléchissent au projet de charte sur l'emploi débattu lors des précédentes réunions : partant de la constatation que le mouvement des femmes françaises n'avait quasiment pas riposté aux attaques redoublées du pouvoir et du patronat contre l'emploi des femmes, les groupes d'entreprises considèrent en effet qu'il leur appartient de stimuler une réelle mobilisation de tout le mouvement pour le droit à l'emploi indissociable de la lutte contre la surexploitation au travail. Cela passe par une réflexion collective sur le chômage et le travail féminin et par des propositions d'objectifs de lutte, à débattre dans tous les groupes, mais aussi dans le mouvement syndical.

Les groupes présentent ensuite leurs activités du mois passé. Au

Crédit Lyonnais, le groupe a décidé d'approfondir la question de la famille à travers des comptes-rendus successifs de bouquins et l'examen des positions prévues par le Programme commun. La présentation et la discussion collective de livres que chacune n'a pas forcément le temps de lire, c'est un moyen précieux de combler les inégalités culturelles et de se former ensemble.

Le jour de la fête des mères : fiches de cuisine ou bouquins ?

La commission femmes CFDT est par ailleurs confrontée au problème du cadeau de Fête des mères offert par le comité d'entreprise. Depuis 1975 (Année internationale de la femme !), c'en était fini des miroirs, torchons et des classeurs de fiches cuisine. Les femmes recevaient un bouquin. 1976 (année du Livre) : elles ont le choix entre deux livres. 1977 : la CGT majoritaire au CE argue d'une lassitude des travailleuses pour proposer le retour à des cadeaux plus traditionnels. Les militantes de la commission femmes CFDT se sont battues pour que le CE ne réexpédie pas les femmes dans l'univers domestique. Elles ont gagné : les travailleuses du Lyonnais

ont eu le choix entre six livres.

La Fête des mères, c'est un symbole de l'aliénation des femmes qu'il convient de dénoncer. Mais attention aux tirades abstraites qui ne tiennent pas compte du fait que le cadeau est souvent vécu comme un acquis, quelque chose d'arraché à la direction. N'a-t-on pas vu parfois des pétitions adressées à la direction pour protester contre les tentatives de le supprimer. D'où la bataille de la commission femmes pour un cadeau qui favorise la réflexion critique des femmes sur leur condition.

Au ministère des PTT, le groupe a également fait un tract sur la fête des mères, rappelant que Pétain en a la paternité. Elles ont aussi projeté deux films sur la maternité des Lilas, suivis de débats.

A Renault-Billancourt aussi, le groupe pose le problème de la fête des mères, sous la forme d'une « lettre d'un enfant à sa mère ». Elles organisent le même jour, dans les locaux du comité d'entreprise, une vente de livres, qui favorise de nombreuses discussions et permet des contacts avec des femmes des ateliers. Certains militants syndicaux s'indignent comme au bon vieux temps, mais d'autres viennent débattre. Le vent tourne, c'est perceptible. Pas tant que ça quand

même, puisque le lendemain le CE célèbre comme toujours avec bal et cadeaux la Fête des mères...

Un groupe de mères de familles du Parti féministe unifié a présenté sa réflexion sur la famille comme cellule de base du « mode de production familial ».

Jussieu : campagne sur le viol

Pour les femmes du personnel de Jussieu, c'est la lutte contre le viol. L'un des vendeurs de sandwiches de la fac a été reconnu comme auteur d'une tentative de viol sur une militante syndicale étudiante. Pas de violateur à Jussieu ! De nombreuses femmes se regroupent pour lui expliquer que sa présence ne sera pas tolérée. C'est le début de plusieurs jours de mobilisation, où le violateur vidé réapparaît chaque fois, pas culpabilisé pour deux sous, et l'injure sexiste à la bouche. Chaque fois, cinquante femmes se chargent de le reconduire.

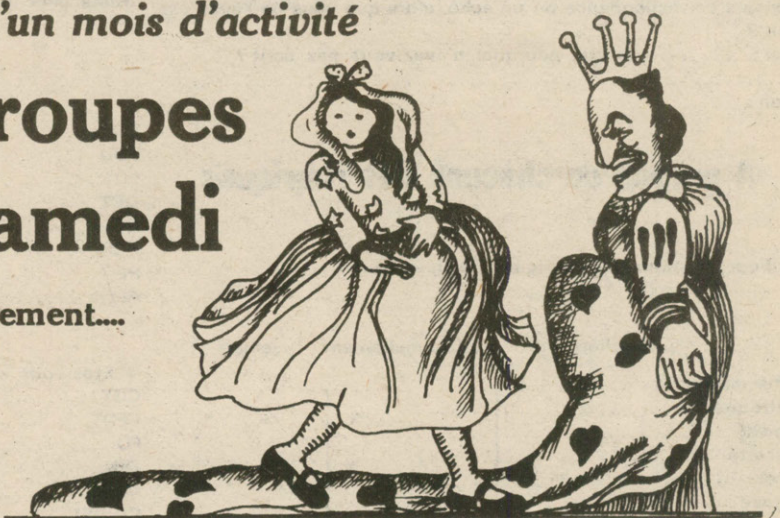
Plusieurs jours durant, à l'initiative notamment de la commission femmes CFDT, des centaines de personnes débattent du viol et, si des hommes sont tentés de minimiser le problème, d'autres prennent conscience et vont jusqu'à se remettre publiquement en cause. Traitées de

« tricoteuses » dans le *Matin de Paris*, de « miliciennes » ailleurs, les femmes de Jussieu refusent de faire du violateur le bouc émissaire de tous les autres et, si elles sollicitent une prise de position des hommes, elles n'entendent pas faire appel à leur mâle protection.

Au ministère de l'Équipement, l'obtention, il y a six mois, d'un « centre de planification et d'éducation familiale » (auquel les femmes peuvent se rendre pendant le temps de travail laisse entier le problème de la pratique médicale et du contrôle collectif des travailleurs. Dans cette perspective, la projection d'un montage vidéo (mauvais !) sur l'accouchement et les débats qu'il a suscités permettent de commencer à rompre l'isolement et la passivité des « patientes », de remettre en cause le rapport soignant-soigné en abordant collectivement les problèmes de la contraception, de la maternité et de l'accouchement. Aux Finances aussi, débat sur la grossesse à l'occasion de la projection de *Un après-midi aux Lilas* organisé par le groupe femmes.

Sarah

(Nous poursuivrons demain le compte rendu de cette réunion, notamment de la campagne avortement-contraception.)



questions aux lecteurs

Quelques questions générales

- Qu'est-ce qui vous intéresse le plus dans Rouge ?
Les informations ?
les commentaires et analyses ?
les dossiers ?
- S'il y avait une édition magazine le samedi, pourriez-vous en diffuser autour de vous (ventes militantes) ?
Oui : Combien ?
Non :
- Quelles nouvelles rubriques régulières voudriez-vous voir développées ?
Télévision
Sport
Chronique de la vie quotidienne
Extrême gauche
Tables rondes, débats
- Quel bilan tirez-vous du courrier des lecteurs ?
Nécessaire
Inutile
Sans opinion
- Avez-vous déjà écrit à Rouge ? Oui Non
- Avez-vous envoyé des correspondances qui ont été coupées ou transformées par la rédaction ?
Oui Non
S'il y a eu des modifications, avez-vous eu des explications ?
- Y a-t-il des événements à propos desquels vous auriez pu envoyer une correspondance ou un écho, alors que vous ne l'avez pas fait ?
Oui Si oui, pourquoi n'avez-vous pas écrit ?
Non :

A propos de chacune des rubriques

- Pour chacune des rubriques, la lisez-vous ?
- | | régulièrement | occasionnellement | jamais |
|---------------|---------------|-------------------|--------|
| International | | | |
| Politique | | | |
| Social | | | |
| Société | | | |
| Ecole | | | |
| Armée | | | |
| Justice | | | |
| Culture | | | |
| Femme | | | |
| Dossier p. 12 | | | |
-
- | | trop | assez | pas assez |
|---------------|------|-------|-----------|
| International | | | |
| Politique | | | |
| Social | | | |
| Société | | | |
| Ecole | | | |
| Armée | | | |
| Justice | | | |
| Culture | | | |
| Femmes | | | |
| Dossiers | | | |

Comment « Rouge » est-il lu ?

- Depuis combien de temps lisez-vous Rouge ?
Nombre de mois :
- Lisez-vous Rouge :
Tous les jours
3 à 4 fois par semaine
1 à 2 fois par semaine
moins souvent :
- Combien de temps consacrez-vous en moyenne à la lecture de Rouge ?
Moins de 15 minutes par jour
Environ une demi-heure
Environ une heure ou plus :

- Si Rouge était un journal du soir à Paris et du matin en province (distribué avec le Monde), l'achèteriez-vous :
Plus souvent :
aussi souvent :
moins souvent :

- L'exemplaire que vous achetez est-il lu :
Par vous seul :
Par une autre personne :
par 2 ou 3 autres personnes :

(Si vous êtes plusieurs à lire Rouge, achetez donc un numéro supplémentaire aujourd'hui pour que chacun puisse remplir le questionnaire.)

Qui sont les lecteurs et les lectrices ?

- Vous êtes :
Homme : Femme :
- Age :
moins de 20 ans : de 20 à 25 ans :
de 25 à 30 ans : de 30 à 40 ans :
Plus de 40 ans :
- Votre activité professionnelle ?
Collégien : Ouvrier :
Lycéen : Employé :
Etudiant : Cadre :
Enseignant : Chômeur :
Fonctionnaire : Autre :

- Etes-vous membre ou sympathisant d'une organisations d'extrême gauche ?

Membre Sympathisant

- LCR
- PSU
- LO
- OCT
- OCI
- PCF
- PS
- Autre

- Etes-vous syndiqué à :
CGT
CFDT
FO
FEN
MAS
CP-CET
UNCAL
UNEF (renouveau)
UNEF (Unité syndicale)

- Militez-vous dans :
Un groupe femmes :
Groupe homosexuel :
Comité de soldats :
Comité de locataires :
Comité culturel :
Groupe écologiste :
Comité de chômeurs :
Planning familial :
Association de parents d'élèves :

- Lisez-vous plus ou moins régulièrement :
Libération :
Le Monde :
L'Humanité :
Le Matin de Paris :
Un quotidien régional :
Le Nouvel Observateur :
Politique-hebdo :
L'Humanité-dimanche :
Tribune socialiste :
L'Étincelle :
Informations ouvrières :
Lutte ouvrière :
Autre :

Remplissez et renvoyez ce questionnaire à Rouge, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100, Montreuil (Avec la mention : « Questionnaire »). Tant que vous y êtes, n'oubliez pas la souscription.

REPONDEZ NOMBREUX

Il y a beaucoup de questions que nous n'avons pu intégrer faute de place. D'autres encore pour lesquelles il n'est pas facile de proposer des pré-réponses qu'il suffit de cocher d'une croix : il serait bon qu'une petite lettre accompagne ce questionnaire pour que la réponse soit plus complète : quelle est l'impression d'ensemble qui se dégage de la lecture de « Rouge » ? Y retrouve-t-on suffisamment la haine de classe contre l'ennemi bourgeois ? Le style est-il adapté ? Comment « Rouge » pourrait-il établir un dialogue permanent avec ses lecteurs ? Comment convoier l'ouverture du quotidien à d'autres courants politiques ? Sur tous ces points et d'autres encore, rien ne remplacera une petite lettre !

Rouge quotidien a maintenant plus d'un an d'existence : c'est suffisant pour pouvoir tirer un bilan sérieux avec les lecteurs, réguliers ou plus ou moins épisodiques, du quotidien.

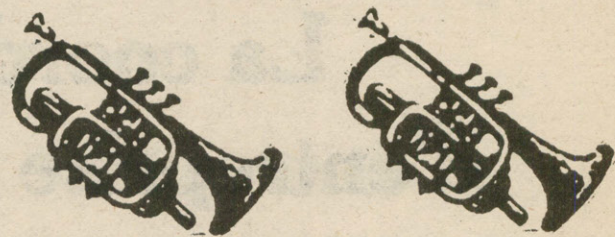
Un tel bilan est d'autant plus nécessaire que nous recevons de nombreuses lettres, critiquant telle ou telle rubrique, exprimant leur accord ou leur désaccord avec la conception générale du journal, son degré d'ouverture aux autres forces politiques, faisant des propositions pour l'amélioration de Rouge.

L'abondance de ce courrier est le signe de ce que les lecteurs veulent contribuer à l'amélioration de Rouge, d'un journal qu'ils considèrent comme « leur » journal, celui qu'ils ont aidé à sa naissance par leur souscription, qu'ils ont alimenté en correspondances, en lettres, etc. Telle est la première raison de cette enquête : contribuer à ce que s'établisse entre Rouge et ses lecteurs des rapports un peu différents de ceux qui règnent dans la presse en général.

Mais une enquête auprès des lecteurs s'impose aussi

pour une autre raison : pour que Rouge ne meurt pas, il faut certes collecter 80 millions d'ici fin juin, 150 d'ici fin décembre. Mais un tel effort financier ne suffit pas : le déficit structurel de 18 millions anciens par mois ne pourra être comblé que si le nombre des lecteurs augmente de façon significative : il nous faut gagner 2000 lecteurs nouveaux dans un premier temps, puis encore 2 à 3 000 autres pour rétablir l'équilibre financier. Pour cela, nous devons réfléchir aux insuffisances de Rouge, aux modifications à apporter : il y a déjà eu une série d'améliorations partielles : courrier des lecteurs régulier, revue de la presse d'extrême gauche décloisonnement des rubriques politiques et sociales, etc. Mais cela ne suffit pas : il faut poursuivre cet effort de transformation, et pour cela les remarques des lecteurs sont précieuses.

C'est pourquoi Rouge s'adresse à l'ensemble de ses lecteurs et lectrices pour leur demander de remplir cette enquête. Les résultats en seront publiés au cours du mois de juillet.



Souscription N° 12

ANCIEN TOTAL	85 571,05
J.-M. J., Marseille	100,00
J.-L. L., Fermanville	150,00
D. C., Lyon	100,00
A. M., Villeurbanne	100,00
M. D. (« bon courage »)	500,00
Militant encore bidasse	20,00
Diffuseurs Auxerre	600,00
Gilles et Marie-Anne, Villeurbanne, (« Après l'attentat... »)	100,00
Comité rouge Gennevilliers	660,00
Groupe taupe Chaussou	200,00
Diffuseurs LT-CET Gennevilliers	600,00
Etudiants Orsay	750,00
Une lectrice de La Rochelle	50,00
Groupe de travailleurs de Moulins	300,00
Diffuseurs Riom	70,00
Travailleur Michelin-Clermont	50,00
Diffuseurs Clermont	255,00
N. R., Tours, (« ne baissez pas les bras... »)	300,00
Militants CCA enseignants Lyon	400,00
Bourhis Paris	1 750,00
H. L., Paris	250,00
Sylvie, Paris	20,00
Trois copines CFDT Essonne	100,00
Lycée Jean-Lurcat	170,00
D. R. Périgueux	300,00
F. B., Argenteuil	500,00
S. S. Fils (« pour que « Rouge » continue »)	
Bourgoin	150,00
Un sympathisant, Montigny-les-Cornailles	100,00
Comptables au chômage, CDFP Colombes	150,00
Militants Angers	1 100,00
J. V., Saint-Hilaire-Peyroux	100,00
R. et J.-M., sympathisants Bordeaux	400,00
Employée ANPE Bordeaux	100,00
Vente artisanale Bordeaux	20,00
Diffuseurs Mantes-la-Jolie	270,00F
H. L., Saint-Nazaire	30,00
Militants et sympathisants LCR Rennes	1 050,00
Un sympathisant heureux de lire « Rouge », Paris II*	500,00
J.-M. B., Montreuil	100,00
Un « margo » de Dijon	10,00
Militant LCR de Lyon à Dijon	300,00
Diffuseurs Dijon	831,00
Sympathisant Chevreuse	50,00
Comité rouge X*	170,00
NOUVEAU TOTAL	99 391,05

• Chèques à l'ordre de la SPN, à l'adresse du journal.

FAITES UN TOUR A LA CAMPAGNE

Le plaisir et la musique valent-ils qu'on se batte pour eux ? La réponse est oui, assurément, ne serait-ce que dans la mesure où le pouvoir estime nécessaire de se battre contre. Tant que la culture reste enclose dans un système d'« éducation », de reproduction d'un savoir dont on sait qu'il n'est pas neutre, l'intervention répressive de l'Etat reste discrète. Mais dès qu'il s'agit de plaisir... Il y a des gens qui ne supportent pas. Du genre à faire circuler dans le quartier Raspail une pétition réclamant la fermeture du théâtre Campagne-première « pour en finir avec son public de jeunes chevelus et ses musiciens nègres » ! Le pire, c'est qu'ils obtiennent du préfet un arrêté dans ce sens, nullement motivé. Il est vrai que le leader des pétitionnaires racistes est lui-même ancien préfet... Le bras long, quoi !

Les lieux ouverts six jours sur sept à une programmation musicale diversifiée ne courent pas les rues à Paris. Supprimez Campagne-première et la Vieille grille, la capitale deviendra vite aussi désertique que le sont, hélas, la plupart des villes de province. Désert ponctué de quelques oasis, le Palais des Arts, le Palace, le Palais des Glaces, et c'est tout. Or, tous ces établisse-

OLIVER LAKE
Saint-Louis, Missouri. Autour d'Oliver Lake et de Joseph Bowie (le frère du trompettiste de l'Art Ensemble of Chicago), se crée une association de musiciens, Blacks Artists Group, un peu à l'image de l'AACM de Chicago. On a pu entendre le BAG à Paris il y a quelques années. Ce groupe n'avait guère convaincu : musique un peu trop hésitante, un peu trop démarquée de celle de l'Art Ensemble. Pourtant, il y avait là des musiciens remarquables : le batteur Bobo Shaw (qu'on a entendu avec Braxton, il y a peu), le tromboniste Joseph Bowie et surtout Oliver Lake aux saxophones, avec un son d'une grande originalité et beaucoup d'invention. Depuis lors, Oliver Lake a monté d'autres groupes au sein desquels, si on en juge par les disques, son imagination a pu se développer davantage. Une musique-

Demandez le programme !

désormais plus proche d'Ornette Coleman, sans démarquage, passionnante. (Du 13 au 15 juin à 22 h 30)

JIMMY DAWKINS

Histoire de combler une lacune et d'ajouter quelques cordes à son arc, Campagne-première nous propose du blues. Et quelles cordes ! Celles de la guitare de Jimmy Dawkins. Jeune représentant de l'école de Chicago, la rage de vivre plus l'électrification, définition socialiste du blues chicagooan. Chanteur honorable (il n'a ni la gouaille de Muddy Waters, ni la hargne de Junior Wells — mais après tout Jimmy Hendrix himself n'était pas un chanteur hors pair), il s'affirme déjà, depuis quelques années, comme le digne successeur de B.B King (rien que ça !), pour ce qui est du jeu de guitare. Jimmy « fast fingers » Dawkins, une bonne ballade du sud

au nord des USA. Le blues décrit la déprime, mais il met la colère au ventre. (Horaires non précisés. Téléphoner au Théâtre)

DAEVID ALLEN

L'un des habitants de la planète Gong, avec ses musiciens catalans, donne un récital plein d'humour et de bandes dessinées. Et puis, il lui arrive de se saisir de sa guitare et de nous offrir un beau voyage dans la lune. Guère sensible aux plaisanteries de patronage qui émaillent le spectacle de Daevid, je préfère les grandes envolées lyriques à la Robert Wyatt. Bah ! Nul n'est parfait et sur la planète Gong aussi, il arrive aux camemberts d'être un peu plâtreux. (Jusqu'au 14 juin, à 20 h 30)

G.C.
19, rue Campagne-Première, métro Raspail, Tél : 322.75.93.

ments connaissent des tracasseries sans fin.

Donc, les pisse-froid réacs ont le bras long. Pas aussi long toutefois que tous les bras réunis de ceux qui ne veulent pas mourir d'ennui. Campagne-première est fermé, mais Campagne-première

ne ferme pas. Bien décidés à tenir jusqu'au bout, ses animateurs redoublent d'imagination. Au vu du programme de cette semaine, vous n'aurez aucune excuse si vous n'allez pas faire un tour près du métro Raspail. Il y en a pour tous les goûts et surtout

pour le goût de ceux qui ont le bon goût d'avoir le goût large.

Les flics honorent le club de leur visite à peu près trois fois par soirée. Il serait souhaitable qu'ils y trouvent, chaque fois, un public nombreux et déterminé.

Gilles Carpentier

MUSIQUE

A la Vieille Grille, à Paris

« Ce pays porte notre nom
mais nous n'y avons pas notre place ! »

VOIX DU KURDISTAN



Depuis la capitulation militaire de la résistance kurde, en mai 1975, un mur de silence s'est peu à peu construit autour de cette nation depuis toujours écartelée, écrasée (Basile Nikitine : *les Kurdes*. Editions d'Aujourd'hui). Les emprisonnements et exécutions de militants, la déportation massive des populations civiles vers l'extrême sud de l'Irak, la transformation du Kurdistan en un immense camp militaire, ont contribué à ce silence.

Pourtant, tirant les leçons de l'échec de leur direction féodale et résistant à la sévère répression, des militants ont repris le chemin des montagnes et de la guérilla.

En exil, la voix du Kurdistan continue également de se faire entendre (Association France-Kurdistan, BP 707 5563 cedex 12 Paris) : Temo, « barde » de la résistance kurde, combattant et musicien, militant et poète, vit aujourd'hui en exil ; il chante la lutte et les souffrances d'une nation opprimée...

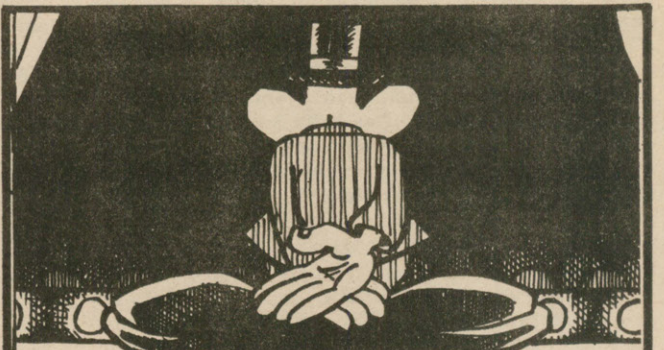
*Tu es le coton de nos terres
mais nous sommes tous en haillons
Nous t'arrosions, oh coton, avec nos larmes
et notre sueur
Avec mille peines tu arrives à maturité,
alors les maîtres d'or et de terre t'accaparent
Ce pays porte notre nom
mais nous n'y avons pas notre place !*

• Temo, du 8 juin au 24 juin, à 21 h 30, à la Vieille Grille. Métro Monge.

Un disque de musique populaire du Kurdistan (disques Alvares) et une anthologie de poèmes traditionnels (Gérard Chaliand : *Poésie populaire des Turcs et des Kurdes*. Ed. d'Aujourd'hui) viennent également rappeler l'existence d'une culture spécifique et bien vivante.

A travers ses chants, et par ses luttes, le Kurdistan continuera d'exister.

T. Diderick



TELEVISION



- 12.15 Réponse à tout
- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.35 TV régionale
- 13.50 Restez donc avec nous
- 14.50 L'Homme de Vienne (série américaine)
- 18.05 A la bonne heure
- 18.35 Pour les jeunes
- 19.00 Graine d'ortie (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Pour les femmes
- 19.45 Eh bien, raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Le Grand Sam (1960)
Un western d'Henri Hathaway qui se déroule à toute volée et à toutes volées.
- 22.20 Jung
Ou comment le très raisonnable M. André Platin rencontre un jour le dragon.
La rationnelle réalité d'un homme d'ordre passée au filtre de ses rêves et soumis au regard d'une critique jungienne...
- 23.30 Journal



- 13.05 TV régionales
- 13.50 Bergeval et fils (feuilleton)
- 14.05 Aujourd'hui madame
Trois auteurs face à leurs lectrices.
- 15.05 Les Aventures d'Arsène Lupin (série)
La Chaîne brisée
- 15.50 Aujourd'hui magazine
- 18.00 Fenêtre sur...
Les romans en question.
- 18.35 Dessin animé
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 La tirelire
- 20.00 Journal
- 20.30 La tête et les jambes
- 21.55 La saga des Français
Au bout de la vallée longue
Sur un texte de Géronimo, reportage-crédation sur la « vallée longue », la Grande-Combe dans les Cévennes.
- 22.55 L'huile sur le feu
- 23.25 Journal



- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Magazines régionales
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
Philippe de Saint-Robert
Les jours se suivent et ne se ressemblent pas...
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Cinéma public
L'Oeuf (1971)
Comédie de mœurs de Jean Herman.
- 21.55 Journal

ABONNEMENT VACANCES

Si vous partez en vacances n'oubliez pas de lire « Rouge » tous les jours, mais si vous n'êtes pas sûr de le trouver dans votre lieu de vacances, la meilleure solution pour assurer votre lecture quotidienne est de prendre un « abonnement vacances ».

Vous avez le choix entre un abonnement de 15 jours, d'un mois ou de deux mois.

Si vous partez trop loin, vous pouvez vous abonner à votre adresse habituelle. A votre retour vous trouverez tous les journaux.

Pour ceux qui sont abonnés, il suffit de nous envoyer : votre adresse de vacances, la période choisie, et la dernière bande d'envoi. Si vous êtes abonné en France et si vous partez à l'étranger, nous vous ferons parvenir le détail des frais supplémentaires.

ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI

Bulletin d'abonnement
(Envoyer le bulletin au service d'abonnement)

Nom :

Prénom :

Adress :

Ville :

Période du : BU

Tarif (encadrer le tarif choisi) :

Période :	15 jours	1 mois	2 mois
France	30 F	55 F	80 F
Etranger	60 F	90 F	135 F

La Commission des droits de l'homme s'est récemment enrichi d'un nouveau membre, l'Ouganda. A cette occasion, Amnesty International, a saisi cette commission pour qu'elle se penche sur les massacres perpétrés par le régime d'Iddi Amin Dada. Dans son rapport, en effet, Amnesty chiffre de 50 000 à 300 000 personnes qui auraient été sommairement exécutées depuis l'arrivée au pouvoir d'Amin. Ces faits ne sont pas nouveaux. De nombreux témoignages ont par le passé fait état d'extermination tant d'opposants que d'Ougandais dont le tort était de ne pas partager les options religieuses, ethniques ou autres du président. Récemment il semble que les tribus Langi et Acholi, en majorité christianisées, alors qu'Amin est musulman, ait subi des assassinats en grand nombre. De même il y a quelques semaines les manifestations des étudiants de l'université de Makérére, dont Amin est le recteur, ont été sauvagement réprimés. Pourtant jusqu'ici les exactions d'Amin laissent le devant de la scène à ses pantomimes diplomatiques. De tous côtés c'était l'aspect facétieux et bouffon du personnage qui retenait l'attention. Et puis, le 17 février, la mort dans « un accident de voiture » de deux ministres ougandais et surtout de l'archevêque anglican d'Ouganda, du Rwanda et du Burundi, Mgr Janani

Luwun et les gouvernements occidentaux ne rient plus. A lire la presse qui se fait l'écho des chancelleries, Amin Dada commencerait à être gênant. Ses menaces à l'égard du Kenya pro-américain, ses liaisons démultipliées avec l'Union soviétique, le discredit qu'il porte à une OUA bien commode, autant d'éléments qui font dire au « Sunday Télégraph » que le maréchal pourrait être bientôt contraint de démissionner. La complaisance cesserait-elle ? Car il y a beaucoup de monde au chevet du régime d'Amin. De la Grande-Bretagne qui reconnut Amin après qu'il eut renversé Obote, au Kenya dont le « Special Branch » livra durant des années les exilés politiques ougandais, en passant par la RFA, l'Union soviétique fournisseuse d'armes et sans oublier la Ligue arabe. La Lybie ne vient-elle pas une fois de plus d'assurer le frère « El Hadjidi Amin » qu'il pouvait disposer des forces armées libyennes pour faire face à toute invasion ? Pâle imitateur des puissances impérialistes, il semble qu'Amin ait quelque peu brouillé les règles du jeu de massacre. Les génocides d'Amin valent bien ceux de nombreuses dictatures couvertes par l'impérialisme ou ceux accomplis en Asie du Sud-est... ils leur manquent malgré tout une légitimité.

Frank Tenaille



Exécution d'un guérillero à M'Balé.

AMIN DADA: LE BOUFFON SANGUINAIRE

Ascension et faiblesse du régime d'Amin Dada

Jusqu'en 1960, la vie politique ougandaise reste dominée par des organisations tribales ou religieuses. Mais peu à peu la prise de conscience d'une élite petite-bourgeoise va la transformer. Mouvement nationaliste qui s'exprimera dans l'ANC (African National Congress), mais qui suivra un chemin particulièrement sinueux pour acquérir sa force. Formée en 1952, l'ANC représentait au début l'aile nationaliste du Bataka Party, le parti des grands propriétaires fonciers de la région des Baganda.

Cette petite bourgeoisie eut donc à se battre à la fois contre ces grands propriétaires fonciers et contre les forces tribalistes. Elle exploita les sentiments anticolonialistes des masses ougandaises et les oppositions antiféodales républicaines qui se font jour dans une série de royaumes inter-lacustres, ceux du Buganda, d'Ankole, du Toro et du Bunyoro.

Peu à peu ce mouvement nationaliste s'affirmera. En 1960, avec à sa tête Milton Obote, il donna naissance au Uganda People's Congress (UPC). Prenant appui sur les éléments radicaux de l'ANC, il lança l'offensive contre l'administration coloniale anglaise, réclamant une indépendance immédiate. Pour progresser vers cet objectif, il jouera sur deux tableaux. Il exploitera d'une part l'opposition grandissante entre le

kabaka (roi du Buganda) et l'administration anglaise, d'autre part le différent entre le Kabaka Yekka et l'église catholique. Obote va donc opérer une alliance avec le parti de Mutesa II (kabaka du Buganda) et le kabaka Yekka contre l'administration anglaise et le Democratic Party (DP-Parti catholique de Ben Kiwanuka, d'inspiration vaticane). Aux élections législatives d'avril 1962, la coalition Obote-Mutesa II sortira gagnante et c'est avec elle à sa tête que l'Ouganda accède à l'indépendance le 9 octobre 1962. Mutesa II devient président et Obote Premier ministre d'un Ouganda démocratique.

L'arrivée d'Amin Dada

La petite bourgeoisie représentée par Milton Obote ne pouvait être satisfaite de cet état de choses. De fait, les forces féodales du Buganda comme des trois autres petits royaumes (Ankole, Toro et Bunyoro) représentaient un handicap pour son ascension politique et économique. C'est donc contre elles qu'Obote concentrera son action. Pour cela, il travaillera au regroupement des forces républicaines sans condition. Mais pour atteindre ce but il devra se débarrasser de l'aile gauche de l'UPC considérée comme communiste. Ainsi en 1965, au congrès de ce parti à Gulu,

John Gakonge considéré comme chef de cette gauche, et tous ses partisans, sont exclus « pour deux ans » du parti. Grace Ibingira, dont les sentiments pro-américains sont connus devient secrétaire de l'UPC, quant à Obote, il demeure président.

Ce congrès sera un tournant très important. Il marque le renforcement d'une bourgeoisie « compradore » (liée à l'impérialisme) et le ralliement au parti gouvernemental de la DP (Parti d'opposition catholique). C'est aussi en quelque sorte le suicide de l'UPC nationaliste.

Car, si provisoirement Milton Obote sort vainqueur de cette épreuve (affaiblissement de la féodalité Buganda) il est désormais plus vulnérable. On le verra en 1969, lorsqu'il tentera d'effectuer un virage à gauche. Ses nouveaux alliés l'abandonneront et il ne pourra plus compter sur sa gauche qu'il aura contribué à éliminer. Le 25 janvier 1971, lorsque l'armée avec à sa tête Amin Dada, le renversera, ce sera un là simple point d'orgue à une évolution logique.

Des alliances disparates

En prônant dès son arrivée une politique de dénationalisation, le nouveau régime aura l'appui des milieux d'affaires et de la minorité asiatique (commerce) craintive devant la politique « d'africanisation » du gouvernement précédent. Le soutien de l'impérialisme britannique lui était acquis. L'opération de coup d'Etat fut menée en sous-main par les services israéliens. Bon départ, mais les rapports se gâtèrent par la suite : à partir du moment où une partie des colons britanniques et des commerçants indiens furent expropriés au profit de la couche bureaucratique et militaire ougandaise. Plus tard, il se brouilla avec Israël, ce qui pour conséquence de lui amener les pétrodollars des régimes arabes. Grand défenseur des Palestiniens, il acquit l'appui sans condition du colonel Khadafi, qui a plusieurs fois aidé le pays à éviter la banqueroute. C'est la diplomatie tous azimuts basée sur un système d'alliances fluctuantes et un verbalisme démagogique de haut vol.

Lorsqu'il rompt avec Tel-Aviv, il réussit à s'allier toute l'Afrique. Il parvint même à concilier en politique internationale l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres, qui entretiennent avec Kampala des relations diplomatiques. Autant de pays qui courent à la rescousse du régime d'Amin Dada lorsque celui-ci chancelle économiquement. En juillet 1975, c'est l'apothéose et Amin Dada accède à la tête de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Il est

désormais autorisé à s'exprimer au nom de l'Afrique et il ne s'en prive pas. « *Mainenant je demande à l'Union soviétique et à la République de Chine de se réconcilier.* » Il y a comme du « gaullisme » africain dans cet ultimatum. Il part en guerre « verbale » contre le racisme sud-africain, le dénominateur commun de la plupart des Etats africains. Et qu'importe la crise économique de son pays et les exactions dont on commence à parler.

Une lente agonie

Le raid d'Entebbe sera une première banderille. Sur le plan intérieur, une succession d'événements vont faire ombrager au pouvoir de celui dont les bons mots permettent à bon compte son dédouanement, eu égard à sa dictature. Un attentat sur sa personne échoue à la sortie d'une revue des cadets de police à Kampala, son mandat à l'OUA se termine, une crise ouverte avec le Kenya prend corps, les étudiants de l'université de Makerere s'élèvent contre lui... Et puis les caisses sont vides, le régime navigue à vue adossé à une fraction étroite de l'ar-

mée dont Amin entretient le moral à coup d'avantages financiers et matériels.

Amin Dada nous est-il toujours aussi utile se demandait-on dans les milieux impérialistes ? Il coûte cher et son image de marque se dégrade. Mais l'arrêt de mort n'est pas signé, d'autant que les Lybiens épongent la note, et que le régime ne risque pas d'être inquiété par des oppositions intérieures. Le Kenya pro-américain, malgré toutes ses menaces, n'a jamais réellement appliqué un blocus économique pour ce pays enclavé qui dépend de lui, notamment pour le pétrole des raffineries de Mombasa.

Aujourd'hui la révélation des massacres ougandais est un peu gênant pour les « démocraties » occidentales qui s'en sont bien accommodées jusque là. Les dénonciations dans les capitales en sont une traduction. Mais des mots vertueux aux actes, il y a distance. La catastrophe économique est plus gênante que les génocides pour la stabilité du pouvoir d'Amin Dada. C'est elle qui peut décider ses protecteurs, et la classe affairiste locale à s'en débarrasser, en temps utile.

Frank Tenaille

Un rapport accablant

C'est un rapport accablant qu'a adressé à l'ONU la Commission internationale des juristes (CIJ). Un document commence par un exposé de Edward Rugumayo, qui fut ministre de l'Education de l'Ouganda, de janvier 1971 à mars 1973, date à laquelle il donna sa démission. On peut y lire qu'il « existe en permanence une liste de plus de deux mille noms de personnes condamnées à mort par Amin Dada ». Lorsque des noms sont barrés, après exécutions, ils sont remplacés par d'autres. Le texte fait également état de dix brigades de tueurs qui par-

courent le pays. Une de leur méthode consiste à mettre leurs victimes en rang, puis à faire s'étendre sur le sol le premier prisonnier, ordonner au deuxième de lui écraser la tête à coups de marteau, et ainsi de suite jusqu'au dernier qui sera abattu. Il existe, note l'exposé, d'autres méthodes « trop pénibles pour être décrites ». Pour Rugumayo, 80 000 à 85 000 personnes ont ainsi été assassinées. Pires sont les camps de concentration situés dans les forêts de Mabira et de Namanve, où les prisonniers sont obligés de s'entre-tuer et se livrer au cannibalisme.



La majorité des hommes qui posaient en 1972 sur cette photographie officielle sont aujourd'hui disparus.

